

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE N° 13514 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 10-LUNDI 11 JUILLET 1988

SERVICES

TELEPHONE

Abonnements	2
Publicité	24
Correspondants	21
Correspondants	21
Correspondants	21
Correspondants	21
Correspondants	21
Correspondants	21
Correspondants	21
Correspondants	21
Correspondants	21

Idées au cours de l'émission « Édition spéciale »

Antenne 2 retire trois reportages consacrés à des sectes

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Antenne 2 retire trois reportages consacrés à des sectes

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Antenne 2 a décidé, le 7 juillet, de retirer trois reportages consacrés à des sectes, à savoir ceux de la chaîne de télévision américaine, de la chaîne de télévision britannique et de la chaîne de télévision française. Ces reportages, qui avaient été diffusés en 1987, ont été jugés trop sensationnalistes et trop proches de la spéculation. La chaîne a également décidé de ne plus diffuser de reportages de ce type.

Damas contre l'OLP

Ce que n'avaient pas réussi à faire complètement Israël, ni les miliciens chrétiens libanais, ni la milice chiite Amal puissamment aidée par la Syrie, ce sont donc des Palestiniens, eux aussi fortement appuyés par Damas, qui l'ont fait : mettre fin à toute présence palestinienne dans la capitale libanaise. Mais quels que soient les acteurs, le départ de Beyrouth des partisans de M. Arafat relève avant tout de la volonté de la Syrie.

La fiction des dissidents palestiniens d'Abou Moussa, dont la plupart des combattants ont été amenés à Damas pour la circonstance, ne doit pas masquer ce fait. Plus qu'un ennemi commun inter-palestinien, ce qui vient de se passer à Beyrouth est la poursuite de la lutte que se livrent depuis des années, au Liban, l'OLP et la Syrie.

Avec le recul, on peut même se demander si le président syrien, en acceptant de recevoir M. Arafat quelques jours après l'enterrement à Damas du numéro deux de l'OLP assassiné à Tunis, Abou Jihad, ne cherchait pas à masquer un peu mieux le coup qu'il s'appropriait à lui porter dans la capitale libanaise.

La « victoire » syrienne répond en tout cas à deux objectifs distincts, mais qui se rejoignent. Dans la perspective de l'élection présidentielle libanaise qui devrait avoir lieu prochainement, Damas, dont les troupes contrôlent déjà, depuis février 1987, Beyrouth-Ouest et, depuis mai dernier, la banlieue sud, voulait demeurer seul maître du terrain. Les Palestiniens, même s'ils ne représentaient pas un réel danger, demeuraient une hypothèque. En regroupant tous les Palestiniens dans les environs de Beït, où ils sont encerclés de tous côtés, à la fois par l'armée syrienne, par l'armée libanaise ou par ses affidés de l'Armée du Liban sud, et par les chiites d'Amal, Damas réduit considérablement leur marge de manœuvre en attendant peut-être - mais ce serait une bataille d'une autre ampleur - de les réduire.

Il est significatif que la Syrie ait pu mener cette opération dans l'indifférence quasi générale du monde arabe, moins d'un mois après le sommet d'Alger, réuni en principe pour appuyer le soulèvement dans les territoires occupés par Israël. Malgré le discours officiel, il ne fait pas de doute que ce soulèvement qui a donné une nouvelle force politique à l'OLP n'est pas vu d'un très bon œil en Syrie, ni dans la plupart des capitales arabes, où l'on se méfie de l'indépendance palestinienne.

En essayant un coup très dur à M. Arafat, la Syrie a voulu aussi rappeler que la carte palestinienne n'était pas, selon elle, exclusivement entre les mains de l'OLP. Mises à part les efforts de la Libye, de l'Algérie et du Koweït, trois pays éloignés du champ de bataille qui ont dû renoncer devant la volonté syrienne, c'est en tout cas dans les territoires occupés que cette défaite palestinienne a été la plus durement ressentie.

L'OLP ne devrait-elle pas concrétiser politiquement les bénéfices du soulèvement en présentant une vision claire de ce qu'elle veut pour l'avenir ? La bataille politique des Palestiniens n'est pas celle du Liban, mais celle des territoires occupés. C'est d'abord là que se joue leur avenir.

Washington critique le contrat d'armements anglo-saoudien

Washington critique le contrat d'armements anglo-saoudien

Washington a indiqué, le vendredi 8 juillet, que le contrat d'armements anglo-saoudien annoncé le même jour « portait atteinte aux intérêts américains ». Cette transaction, la plus importante jamais conclue par le Royaume-Uni, concerne la livraison à Ryad d'avions de combat, d'appareils d'entraînement, de chasseurs de mines et de la construction de bases aériennes et navales pour un montant évalué entre 70 et 100 milliards de francs.



Lire nos informations page 3

La baisse du taux d'intervention de la Banque de France

M. Bérégovoy veut soulager la trésorerie des PME

En obtenant de la Banque de France une nouvelle diminution de son taux d'intervention, la deuxième en six semaines, un demi-point au total, M. Pierre Bérégovoy veut abaisser le coût du crédit en France. Il va prendre des dispositions pour faire bénéficier les PME de cette baisse, réservée, jusqu'à présent, aux grandes entreprises et au Trésor. Le taux d'intervention de la Banque de France est ainsi à son niveau le plus bas depuis neuf ans.

M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, a de la suite dans les idées. Dès son retour rue de Rivoli, il réclamait une baisse des taux d'intérêt à une Banque de France toujours un peu réticente, puisqu'elle est chargée de défendre le franc et qu'une de ses armes est, précisément, afin de rendre les placements attrayants pour les étrangers, le maintien des taux d'intérêt français à un niveau relativement élevé.

Le 26 mai, M. Bérégovoy obtenait gain de cause une première fois, la Banque de France acceptant de ramener de 7,25 % à 7 % son taux d'intervention en contrepartie d'une ponction sur le béné-

françois RENARD.

(Lire la suite page 13.)

Les premiers pas d'une coopération sérieuse

Retrouvailles entre l'Algérie et le Maroc

Les retrouvailles algéro-marocaines vont bon train. Les deux pays, qui ont renoué leurs relations diplomatiques, explorent maintenant, avec détermination, les voies d'une nouvelle coopération et commencent à signer des accords bilatéraux.

aujourd'hui, la lucidité de deux chefs d'Etat qui n'ont jamais voulu insulter l'avenir. Ces propos d'un dirigeant de l'Union socialiste des forces populaires, parti de gauche, qui se réjouit sans réserve de l'évolution en cours, expriment le sentiment général à Rabat.

Le pari ouvert après le rétablissement des relations diplomatiques a été tenu : Algériens et Marocains sont parvenus à signer un large accord de coopération bilatérale, le mercredi 6 juillet, une semaine exactement avant la réunion à Alger de la commission intermarocaine créée par les cinq chefs d'Etat concernés (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie) le 10 juin, après le sommet extraordinaire de la

Ligue arabe. La libre circulation des personnes commence à être effective, les liaisons postales et téléphoniques sont facilitées, les lignes électriques sont raccourcies.

La réconciliation avec Alger intervient une année où, après des récoltes exceptionnelles, le Maroc dispose de certains surplus agricoles, notamment de milliers de tonnes d'orge. Une partie en a été cédée à l'Arabie saoudite, mais on mesure quelle absurdité il y avait à s'interdire le marché du voisin algérien. On parle du caractère complémentaire des deux économies : gaz algérien contre agrumes et phosphates marocains. On évoque la coopération sectorielle : industrie lourde algérienne et industrie légère et de transformation au Maroc.

Le conflit saharien n'a pas été le seul obstacle à la coopération. Déjà, avant 1975, l'Algérie de Boumedienne, socialiste et dirigiste, tenait cette coopération pour impossible en raison de la présence de capitaux étrangers dans les entreprises marocaines. L'évolution en cours depuis l'accession au pouvoir du président Chadli, partisan d'une relative libéralisation de l'économie, a levé cet obstacle, et une première société algéro-marocaine à capitaux privés vient d'être créée pour l'import-export de pièces détachées dans le secteur de l'automobile. Une délégation du patronat marocain a été accueillie à bras ouverts à Oran et à Tlemcen fin juin.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 4.)

400 millions de tonnes de déchets industriels à éliminer

Les poubelles des riches

Des plages new-yorkaises interdites au public après le déferlement de déchets hospitaliers (seringues, flacons de sang, équipements divers) déversés par des bateaux... Un cargo panaméen, le Reefer-Rio, reparti le 6 juillet de Kiel (RFA) sans avoir pu décharger les 6 000 tonnes de viande de renne soupçonnée d'être radioactive, cargaison avec laquelle il erre depuis deux mois... Ces affaires, parmi d'autres, illustrent le casse-tête planétaire du trafic des déchets industriels.

Des barges d'ordures ménagères qui cabotent pendant des mois avant de revenir à leur point de départ : des fûts de déchets toxiques qui sillonnent les océans sans trouver preneur ; des dépôts clandestins de résidus industriels découverts en Afrique ; des bateaux réquisitionnés, des ambassadeurs rappelés, des ministres arrêtés... Les rebuts de

notre société industrielle représentent un enjeu tel qu'il faille tricher ou corrompre pour les éliminer ? Assisté-on à la mise en place d'un réseau de trafiquants internationaux ou bien à de dérisoires tentatives pour écarter des sous-produits dont personne ne veut ?

L'enjeu, en tout état de cause, est important. On évalue à environ 400 millions de tonnes la quantité de déchets produits annuellement par l'industrie du monde occidental - dont près de 60 % par les seuls Etats-Unis.

Les résidus industriels n'ont certes pas de valeur en soi, car il s'agit de matériaux inutilisables, mais le coût d'élimination leur confère une valeur négative qui n'est pas négligeable. Ce coût, lié surtout au transport, varie de quelques centaines de francs la tonne pour des déchets « bas de gamme » - comme les cendres d'incinération d'ordures ménagères - à plusieurs milliers de francs la tonne pour les résidus

chimiques hautement toxiques ou non dégradables, comme l'arsenic, le cyanure, les organo-chlorés et tout l'éventail des PCB (polychlorobiphényles), dont la fameuse dioxine. Un « marché » de plusieurs centaines de milliards de francs, à se répartir entre courtiers, transporteurs, éliminateurs et, de plus en plus, pays démunis n'ayant à offrir que leur espace.

Rien qu'en France, où la quantité de déchets toxiques plafonne à quelque deux millions de tonnes, le coût d'élimination se chiffre à 700 millions de francs en 1985, sur un total de 4 milliards dépensés par les industriels pour l'élimination de tous leurs déchets. La quantité mise sur le marché n'augmente pas, car les techniques de recyclage ont beaucoup progressé, mais le produit final est d'autant plus cher qu'il est « affiné » et réduit au plus dangereux.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 7.)

COULE ALXIE LITERIES 570 2245

EDEN TURQUIE

EDEN TURQUIE

EDEN TURQUIE

EDEN TURQUIE

1789 l'année sans pareille

UNE CHRONIQUE DE MICHEL WINOCK

CHAQUE JOUR DANS

Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 11 JUILLET

(NUMÉRO DATÉ MARDI 12)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Dates

Il y a cinquante ans

Le tour du monde en avion de Howard Hughes

Le 14 juillet 1938, Howard Hughes et les quatre autres membres de l'équipage du bimoteur Lockheed Cyclone, baptisé l'*Exposition de New York*, atterrirent à New-York, au terme d'un voyage autour du monde bouclé en trois jours, dix-neuf heures, quatorze minutes et dix secondes, pulvérisant ainsi le précédent record détenu par l'Américain Wiley Post. Rien alors ne semblait impossible au milliardaire touché-à-tout : le cinéma, les femmes fatales, l'aviation...

En fait, l'histoire de ce projet démarre en juin 1937, à l'instant précis où Wiley Post ajoute son nom à la liste prestigieuse des vainqueurs du ciel. Célèbre depuis son tour du monde accompli en huit jours, onze heures et quarante-cinq minutes, avec son coéquipier Harold Gatty, en 1931, Post brûlait du désir de se surpasser, mais seul à bord, cette fois. Borgne à la suite d'un accident, il n'hésite pas à rétorquer à ceux qui dénoncent la folie d'une telle tentative : « Je ne dormirai que d'un œil ! »

En juin 1937, il quitte le Roosevelt Field, un des aéroports de New-York, pour repartir vers l'ouest, exactement au même endroit sept jours, dix-huit heures et quarante-deux minutes plus tard. Dans la foule en délire, un homme grand, très grand, au visage mince, coiffé d'un feutre marron, murmure tranquillement : « On peut faire beaucoup mieux. Moi, je le ferai. » Howard Hughes va s'employer désormais à tenir sa parole.

Katherine Hepburn, pour se livrer tout entier à sa passion : l'aviation !

Après avoir fait tourner la tête des plus jolies femmes, il veut le monde. En 1938, pareille ambition relève encore de la mesure : nombre d'aviateurs plus expérimentés que Hughes ont tenté le pari pour n'en jamais revenir sans laisser de trace.

En l'espace de douze mois, le milliardaire a pesé les risques, évalué le matériel et les hommes. Et pris sa décision. Non seulement il part pour réussir, mais il part sûr de réussir...

Quelques instants avant l'envol, Hughes répond aux questions des reporters avec courtoisie et patience, et se prête sans

à la tête de son ouvrage que le Lockheed repart sans tarder, cette fois vers Moscou, malgré les avertissements de la météo, qui annonce là-bas des conditions épouvantables. On n'arrête pas un Hughes. De Moscou, où il arrive sans encombre, il file sur Omsk et Iakoutsk. De cette traversée de la Sibérie (on est alors dans les années les plus sombres du stalinisme), on sait peu de chose, sinon que les contacts de l'équipage se limitèrent pratiquement aux autorités militaires locales. Escala ensuite à Fairbanks, en Alaska, et à Minneapolis, avant de retrouver New-York, où l'appareil s'immobilise enfin le 14 juillet 1938, à 18 h 34 min GMT. Ainsi s'achève le nouvel exploit du milliardaire, exploit qui marque d'ailleurs l'apogée de sa carrière d'aviateur. Cette « première » revêt un

un caractère de cinq étages, qu'il parvient à peine à faire évoluer sur 1 kilomètre, à 20 mètres au-dessus des eaux du port de Long-Beach, le 2 novembre 1947. Enfin, c'est à bord d'un petit biréacteur qu'il va mourir, en 1976, une demi-heure avant d'atterrir à Houston, où il devait être hospitalisé d'urgence.

« Si je ne réussis pas à arracher le bateau volant, je quitterai le pays pour ne jamais revenir », avait-il prévenu, juste avant sa tentative sur le *Spruce-Goose*. Confronté à un résultat mitigé, Hughes tint à moitié sa parole : s'il ne quitta pas le pays, il s'enisola progressivement au point de devenir l'ombre de lui-même, un fantôme rongé par la drogue, condamné par la folie à une réclusion totale dans un



Les records du play-boy

De l'avis de ses pairs, Hughes, qui n'a rien d'un néophyte, possède les qualités qui en font un pilote audacieux mais lucide. La fièvre de l'air le tenaille comme elle dévorait Jean Mermoz. Un symptôme qui ne trompe pas. Les journaux ont d'ailleurs pris l'habitude de publier la photo de ce beau brun, dégingandé à la façon de James Stewart, toujours vêtu d'un cuir d'aviateur, posant à côté d'appareils de compétition dessinés et construits par lui.

Cet intérêt de la presse n'a rien de gratuit, car le play-boy Hughes bat des records et collectionne les trophées : record national de vitesse en 1935, record de traversée des États-Unis en 1936, une performance qu'il améliore en février de l'année suivante, franchissant la distance Los Angeles-New-York en sept heures, vingt-neuf minutes et vingt-sept secondes, à la vitesse moyenne de 534 km/h. Hughes n'en reste pas là.

Il réclame un couronnement, en l'occurrence un vol autour du monde qu'il va effectuer « un peu au nord ». Hughes ne doute pas une seule seconde de la réussite de son entreprise. Il en a étudié personnellement le moindre détail. Il ne laisse rien au hasard, supervise tout, voit tout. Il a réuni l'équipage le plus performant, les hommes réputés les meilleurs dans leur spécialité respective, et sélectionné l'appareil le mieux adapté à ce type de raid. Bref, pas d'échec possible ! D'ailleurs, ce mot ne figure pas dans son vocabulaire. Le milliardaire volant entend mener son tour du monde comme il séduit les actrices les plus langoureuses d'Hollywood : tambour battant et avec passion.

Le Hughes d'alors, plein d'énergie, ne ressemble pas à ce personnage d'épouvante, horrible et pathétique, au corps émacié et squelettique, qu'un avion ramènera vers sa ville natale de Houston, le 5 avril 1976, presque à la sauvette. Non, rien de commun entre le héros de 1938 et le vieillard solitaire, brûlant d'une fièvre démente et entretenu par des doses massives de drogues.

Coups de cœur

Dans la force de l'âge, Hughes prouve qu'il ne se prélassait pas sur le matelas de dollars d'un fabuleux héritage. Débordant d'idées, curieux de tout, il fait avec talent prospérer la fortune de son père, inventeur inspiré d'un dispositif de forage universel. Orphelin et milliardaire à dix-huit ans, déjà magicien des affaires, il investit des sommes colossales dans des coups de cœur qui lui rapportent de l'or. Tout lui réussit. L'amour ? On le rencontre en compagnie des stars les plus célèbres. Le cinéma ? Il produit des chefs-d'œuvre.

A vingt-cinq ans, il acquiert une célébrité nationale avec le film le plus cher de l'époque, *Hell's Angels*, qui sera suivi d'une cascade de succès : *Front Page*, *Scarface* et *The Outlaw* (le Banni). L'homme, cependant, abandonne sans regret les plateaux de tournage et néglige volontiers Jean Harlow, Jane Russell ou

broncher aux flashes des photographes. L'équipage, composé de l'ingénieur-radio Richard Stoddard, des navigateurs Harry P. Connor et Thomas L. Thurlow, et de l'ingénieur Edward Lund, un beau carré d'as, se tient à l'écart.

Au cours des diverses étapes de ce voyage, cette phalange de professionnels s'ennuiera les pays visités par son calme et sa rigueur dignes de la génération spatiale. Pour l'heure, Hughes le charmeur se fait grave, mais une lueur de défi flamme son regard noir : « Je le ferai ! », lance-t-il à son entourage. Il se sait gagnant avant même d'avoir jeté les dés. Certes, le milliardaire n'a pas reculé devant les moyens techniques et financiers pour soutenir sa chance et garantir son succès : on parle alors de la bagatelle de 300 000 dollars ! Après tout, il a pris ce qu'il y a de meilleur. Lui compris, bien sûr...

Le 10 juillet 1938, à 23 h 30 GMT, il décolle de l'aérodrome Floyd Bennett (New-York). Le Lockheed Cyclone, bimoteur relativement ventru, met le cap à l'est, en direction de la France. Un vent favorable lui permet de se ménager une avance confortable sur l'horaire prévu. Hélas ! les minutes gagnées vont être rapidement gaspillées en raison d'un problème technique lié à la défaillance d'une partie du fuselage métallique. Ce qui n'empêche pas l'appareil de se poser au Bourget seize heures et trente-cinq minutes plus tard.

Cette performance est une belle consolation pour l'équipage de Hughes, surtout quand on sait que Charles Lindbergh, seul aux commandes de son monomoteur *Spirit of Saint Louis*, avait mis trente-trois heures et trente minutes, douze ans auparavant, pour couvrir la même distance. Une marée humaine un peu trop chaleureuse entoure l'avion, tandis que les autorités françaises ainsi que William Bullitt, l'ambassadeur des États-Unis, accueillent les cinq hommes.

Les 23 852 kilomètres du milliardaire

Au milieu de ce délire et des embrasades, Michel Wibault, un constructeur français, expert dans le domaine du revêtement métallique selon la nouvelle formule américaine, procède lui-même à la réparation du fuselage, un travail minutieux et délicat, mené avec une rapidité et une dextérité qui en disent long sur les progrès réalisés en France dans cet technique prometteuse. A peine Wibault relève-

caractère suffisamment original, même s'il s'agit d'un « petit » tour du monde — un parcours de 23 852 km. — pour accrocher l'imagination et l'enthousiasme du public.

Le record

Assez curieusement, la vie de Hughes restera placée sous le signe de l'aviation, d'une manière ou d'une autre, la tragédie l'emportant généralement. En 1946, au cours d'un vol d'essai, le milliardaire perd le contrôle d'un nouvel avion de reconnaissance dessiné par lui, le XF-11, et s'écrase sur Beverly-Hills. A peine rétabli, en 1947, le voici entraîné devant une commission d'enquête parlementaire pour répondre de profits douteux durant la guerre et de pots-de-vin versés à des hommes politiques. L'histoire se répète.

Son ultime performance en tant que pilote sera ce premier — et dernier — vol du *Spruce-Goose*, un hydravion géant, propulsé par huit moteurs et haut comme

vaste appartement où seuls avaient accès des serveurs mormons, dévoués et silencieux.

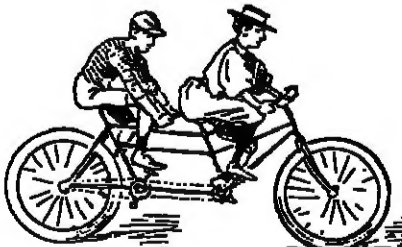
De ses héros, l'Amérique préfère conserver et présenter l'image d'une éternelle jeunesse. Hughes garde ainsi le visage impassible et beau de l'aviateur qui s'offrit le monde en 1938. Décidément, le mythe de Dorian Gray trouve là, une fois de plus, un prolongement aussi étrange qu'inattendu. On ne sait pas si ce tour du monde donna à Howard Hughes l'impression envivante de posséder la planète, ne serait-ce qu'un instant. En tout cas, de ce rêve éphémère il fit un record réel et durable. Moins de cinquante ans plus tard, en juin 1987, Patrick Fourtich, Henri Pescorolo, Hubert Auriol et Arthur Powell améri- liaient l'exploit de Hughes à bord d'un appareil sensiblement identique. C'était là une occasion de rendre hommage à celui qui a bien mérité sa place au Panthéon des grands aviateurs.

BERNARD MARCK.

Le Monde

dossiers et documents

Cet été, faites un passionnant TOUR EN FRANCE



Le Monde Dossiers et Documents vous invite à retrouver, à chaque étape du Tour de France, les richesses du patrimoine littéraire ou artistique de la région traversée ; à découvrir sa géographie, son histoire et à comprendre son économie.

Le Monde Dossiers et Documents vous fait également revivre les grands moments du Tour, les ascensions les plus redoutables et les exploits des géants de la route.

DOSSIERS ET DOCUMENTS JUILLET/AOÛT 1988
NUMÉRO SPÉCIAL 24 PAGES - En vente chez votre marchand de journaux

Washington regrette les ventes d'armes

Washington regrette les ventes d'armes à l'Amérique latine. Le Département d'État américain a exprimé sa désapprobation à l'égard des ventes d'armes effectuées par l'Amérique latine à Cuba, en violation des lois américaines relatives à l'embargo contre ce pays.

Le Sénat américain

Le Sénat américain a adopté une loi relative à la sécurité nationale, qui vise à renforcer les mesures de défense contre les menaces extérieures.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Amériques : les chiffres après les élections. Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir.

Amériques

Etranger

Un contrat de 70 à 100 milliards de francs

Washington regrette les ventes d'armes britanniques à l'Arabie saoudite

Le ministère britannique de la défense a annoncé, le vendredi 8 juillet à Londres, que la Grande-Bretagne avait signé, le 3 juillet, un important contrat d'armement avec l'Arabie saoudite. Il n'en a pas précisé la nature exacte, ni le montant estimé. Mais des sources informées font état de la fourniture à Ryad d'avions de combat, d'appareils d'entraînement, de chasseurs de mines, et de la construction de bases aériennes et navales, pour un montant évalué entre 7 et 10 milliards de livres (70 à 100 milliards de francs).

Le ministère britannique se contente d'indiquer, à propos de la nouvelle étape de cet accord « Al Yamamah », que la livraison des matériels commandés par l'Arabie saoudite « renforcera de façon significative ses capacités de défense ».

Le pétrole en contrepartie

Selon la presse britannique, qui n'a pas été démentie, le nouveau

contrat inclut : entre 40 et 50 avions de combat Tornado (en plus des 72 déjà commandés en 1986) ; plus de 60 appareils d'entraînement Hawk ; plus de 80 hélicoptères d'attaque Black Hawk ; 6 chasseurs de mines, de la classe Sandown, de 450 tonnes à pleine charge ; un nombre non précisé, mais limité, d'avions de liaison à réaction BAe-125 et 146 ; la construction, enfin, de deux bases aériennes et navales, ainsi que des facilités de stockage pour les matériels de rechange.

Comme il est de tradition, l'accord prévoit l'instruction des personnels de l'armée de l'air et de la marine saoudienne. De même, il stipule que les livraisons des matériels concernés devront s'étaler sur environ quinze années.

Les Saoudiens auraient insisté pour que des compensations interviennent en retour, dans leur pays, à hauteur de 25 % du montant du contrat. De leur côté, les Britanniques, en vertu de l'accord « Al Yamamah » de 1986, reçoivent du pétrole saoudien aux conditions des cours du marché « open ». Cet arrangement valable jusqu'en juillet 1990 devra être réexaminé ultérieurement sur une base annuelle.

A la Bourse de Londres, les cours ont commencé de s'envoler avant même l'annonce officielle par le ministère.

Après la signature de l'accord entre le ministre britannique de la défense, M. George Younger, et le prince Abdul Aziz, vice-premier ministre et ministre de la défense saoudien, l'administration Reagan, aux Etats-Unis, a vivement réagi.

« Nous pensons que cela porte atteinte aux intérêts américains », a expliqué le porte-parole du département d'Etat qui a ajouté : « Nous pensons que nos intérêts sont mieux servis lorsque nous pouvons vendre des armes défensives aux Etats arabes amis ».

A la Maison Blanche, on attribue la décision de Ryad de se fournir auprès de la Grande-Bretagne au refus, souvent exprimé, du Congrès d'approuver la vente de certains types d'armements aux clients arabes pour ne pas envenimer les relations israélo-américaines. Cependant, on ne désespère pas de conclure d'autres affaires avec Ryad.

Une certaine logique d'achat

La France n'était pas réellement en compétition sur le marché d'armes enlevé par la Grande-Bretagne en Arabie saoudite, à une exception près : celle des chasseurs de mines. Cependant, le succès britannique amène les possibilités françaises dans d'autres secteurs, en particulier dans le domaine aéronautique où la vente, à Ryad, de nouveaux avions Tornado, de conception britannique-italo-germanique, laisse peu d'espoirs de placer des Mirage français.

Présentes dans le golfe Arabo-Persique, la plupart des marines européennes, notamment celles de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Belgique et des Pays-Bas, en ont profité pour organiser des tournées de démonstration commerciale de leurs chasseurs ou dragueurs de mines auprès de pays de la région. Il faut donc croire que le Royaume-Uni, avec le dernier né de ses chasseurs de mines, le modèle Sandown, a réussi à convaincre les Saoudiens d'opter en faveur de leur bâtiment, dont un seul exemplaire, à ce jour, a été commandé par la marine britannique en 1985, et dont les quatre autres ne seront pas avant l'an prochain.

En matière aéronautique, la logique a prévalu. Déjà acheteur d'avions de combat et d'entraînement britanniques en 1986, l'Arabie saoudite a choisi de continuer en s'adressant au même fournisseur pour simplifier sa chaîne logistique et harmoniser l'instruction de ses équipages.

Mais, du même coup, la décision saoudienne réduit les possibilités des industriels français, en particulier la société Dassault-Breguet, de placer leurs Mirage 2000, voire le Mirage 4000, comme certains d'entre eux, non sans illusions, en avaient un instant conçu le projet. On voit mal, désormais, les Saoudiens se compliquer la tâche en diversifiant leur logistique, d'autant que les Américains, de leur côté, ont été empêchés de continuer à vendre des F-15 à Ryad en vertu d'un veto du Congrès qui s'applique à plusieurs clients arabes.

Il reste, peut-être, un lot de consolation pour les industriels français : le marché des sous-marins. Déjà, il y a quelques semaines, le ministère saoudien de l'intérieur a commandé à la France pour 2,5 milliards de francs des matériels aéronautiques (des hélicoptères armés) et navals (des canonnières rapides) pour la protection des frontières maritimes. Un projet de la marine saoudienne consiste à s'équiper de sous-marins d'attaque à propulsion classique, qu'elle pourrait acquérir aussi bien en Grande-Bretagne qu'en France, ou même en Allemagne fédérale. Le fait, pour les Français, d'avoir déjà vendu à Ryad des frégates, des pétroliers et, plus récemment donc, des canonnières, leur donne bon espoir de placer leurs sous-marins.

J. L.

Amériques

MEXIQUE : guerre des chiffres après les élections

Le débat sur la fraude diviserait la formation politique au pouvoir

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

Le ton monte entre les deux candidats de l'opposition et les dirigeants de la formation politique au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) : celui-ci s'appuie sur les premiers chiffres officiels publiés le vendredi 8 juillet par la commission fédérale électorale pour confirmer la victoire « incontestable » de son candidat, M. Carlos Salinas de Gortari, à l'élection présidentielle du 6 juillet.

Après un long silence qui a alimenté les soupçons de fraude, l'organisme officiel chargé de compiler les résultats électoraux a donné des chiffres portant sur un peu moins de 7 millions de suffrages exprimés (environ 18 % des 38 millions d'électeurs inscrits). Selon les données très partielles de la commission, M. Salinas aurait obtenu près de 49 % des suffrages exprimés. Le candidat de l'Union du centre et de la gauche, M. Cuauhtémoc Cárdenas, viendrait en deuxième position avec 27 % des voix. M. Emmanuel Clouthier (Parti d'action nationale (PAN), droite - serait en troisième position avec 19 %.

Solution à l'amiable

Au cours d'une conférence de presse tenue quelques heures après la publication de ces résultats, M. Cárdenas a fait connaître ses propres estimations, effectuées par ses représentants dans les cinquante-cinq mille bureaux de vote du pays et portant sur cinq millions de suffrages exprimés. M. Cárdenas affirme avoir obtenu 40 % des voix et accorde 26,8 % des suffrages au PRI, suivi de très près par le PAN, avec 26,6 %. En isolant les chiffres disponibles pour la capitale, l'avance de M. Cárdenas serait encore plus importante (47,5 % contre 26,5 % au PRI).

Seul le candidat du PAN, M. Clouthier, a refusé pour l'instant de publier des chiffres, affirmant qu'il voulait ainsi éviter de faciliter la tâche des « alchimistes » du parti officiel qui « manipulent les résultats ». M. Clouthier a déclaré toutefois que, selon les données dont il dispose, lui, le parti au pouvoir depuis 1929, le PRI, n'arriverait qu'en troisième position.

Les deux candidats de l'opposition ont dénoncé l'attitude de la commission fédérale électorale, qui refuse l'accès de leurs représentants à la salle des ordinateurs. « Nous ne savons même pas où ils se trouvent », a déclaré un dirigeant du PAN, qui s'est étonné de la lenteur des opérations.

Les accusations de l'opposition sont confirmées par des sources au plus haut niveau du PRI qui, sous couvert de l'anonymat, ont fait part de leur inquiétude. Deux tendances s'affronteraient actuellement à l'intérieur du parti à propos du recours à la fraude, sans laquelle, affirment même certains, le PRI ne pourrait pas gagner les élections.

Le président du parti, M. Jorge de la Vega, et le secrétaire général de la Centrale des travailleurs mexicains, M. Fidel Velásquez, feraient partie de ceux qui refusent de dénoncer la fraude. Le soir même de l'élection, les premières estimations données par les ordinateurs du PRI auraient révélé que M. Salinas et Cárdenas étaient nez à nez avec 35 % des suffrages chacun. M. Clouthier n'en obtenant que 20 %. Ces chiffres auraient créé une véritable panique à la direction du parti, et M. de la Vega aurait aussitôt fait arrêter les ordinateurs.

Toujours selon les mêmes sources, les dirigeants du PRI, le ministre de l'intérieur, M. Emmanuel Bartlett, et le candidat à la présidence, M. Salinas, se seraient réunis pour décider de la marche à suivre. Les premiers auraient réussi à imposer leur volonté à MM. Bartlett et Salinas, qui, au cours de cette réunion houleuse, se seraient opposés à la fraude, ce qui explique le retard de l'annonce du candidat à la présidence, qui était prévu pour le soir des élections et n'a finalement eu lieu que le lendemain après-midi.

Les deux candidats de l'opposition seraient convaincus que les dirigeants du PRI souhaitent ouvrir une discussion avec eux pour trouver une solution à l'amiable, qui impliquerait des concessions de la part du gouvernement. Quant aux chiffres réels des ordinateurs de la commission fédérale électorale, ils pourraient être très proches de ceux donnés par le candidat de l'Union du centre et de la gauche : 36 % pour M. Cárdenas, 33 % pour le PRI et 19 % pour le PAN.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le Sénat américain refuse la fourniture au Koweït de missiles aéroportés

Washington. - Le gouvernement américain a vivement critiqué, le vendredi 8 juillet, les restrictions que le Congrès, soucieux de garantir la sécurité d'Israël, impose aux ventes d'armes aux pays arabes. La veille, en effet, le Sénat a refusé la vente au Koweït de missiles aéroportés Maverick qui devaient équiper quarante chasseurs-bombardiers F-18 que Washington entend fournir à cet Emirat.

Cette décision « nuit aux intérêts de l'Amérique », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Phyllis Oakley. Le département d'Etat a estimé qu'en prenant cette décision le Sénat n'avait « pas tenu compte de ses conséquences, qui sont d'empêcher la vente des F-18 parce qu'ils ne seraient pas efficaces sans les missiles ». De son côté, la Maison Blanche a indiqué que le président Reagan était « effaré » de la décision du Sénat qu'il a qualifiée de « précipitée, malheureuse et dommageable aux intérêts de la politique étrangère américaine ».

M. Oakley a souligné que l'intervention du Sénat affaiblissait la crédibilité de la politique américaine. « Le gouvernement et le Congrès encouragent depuis longtemps nos amis dans le Golfe à assumer une plus large part de la défense de cette région. (...) Mais au moment où le Koweït demande les moyens de faire face aux menaces qui pèsent sur lui, nous les lui refusons », a-t-elle dit.

Le contrat envisagé avec le Koweït d'une valeur de 1,9 milliard de dollars (environ 12 milliards de francs), est un tout, et en retirer une partie le rend caduc, a souligné M. Oakley. Outre les Maverick, les chasseurs-bombardiers doivent être équipés de missiles air-air Sidewinder et Sparrow, air-mer Harpoon et de bombes à fragmentation. Des hauts fonctionnaires ont fait valoir au Congrès que les F-18 ne monteraient pas la sécurité d'Israël, notamment parce qu'ils n'ont pas le rayon d'action nécessaire pour atteindre l'Etat hébreu. - (AFP).

[Le veto du Sénat américain a pour conséquence que les industriels français ont décidé de redoubler d'efforts au Koweït pour y placer le Mirage 2000, dont la vente était, jusqu'à présent, compromise par la volonté de l'administration Reagan de faciliter la vente de F-18 à ce pays.]

Proche-Orient

ISRAËL : le Héroul en proie aux querelles des caciques

M. Shamir s'est révélé incapable de contrôler totalement son parti

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Depuis la retraite imprévue de M. Begin en 1983, la droite israélienne n'a plus de chef et sa principale composante - le parti Héroul - manque au rythme de la bataille des clans. Le spectacle donné ces deux dernières semaines, à l'occasion de la réunion du comité central du Héroul, a été celui d'un affrontement sans merci pour préparer l'après-Shamir. Les clans en présence se sont livrés à un festival de manœuvres et de « combination » qui relevait non point du débat d'idées - tout le monde est d'accord pour la défense du Grand Israël - mais d'un féroce conflit d'ambition.

Si le premier ministre et actuel chef du Héroul, M. Shamir, n'est, pour l'instant, pas menacé, il est cependant « évité » incapable de contrôler totalement le parti. Il s'agit, pour les quelques deux mille membres du comité central, d'élire les vingt-cinq candidats du Héroul aux élections législatives de novembre, à partir d'une centaine de préférences, puis de les classer. L'opération doit mettre à jour les rapports de forces au sein du parti et dégager une liste électorale susceptible d'attirer le plus grand nombre d'électeurs.

Les résultats sont pour le moins ambigus. Dans une formation qui cultive volontiers le populisme et qui sert de refuge aux mécontents, notamment à la presque totalité de l'électorat sépharite (juifs d'origine orientale), le comité central a accouché d'une liste que le *Jérusalem Post* résumait vendredi en trois adjectifs : « Masculine, juive et majoritairement ashkénaze ». Autrement dit, et c'est une triple nouveauté pour ce parti, la liste du Héroul n'accueille aucune femme et aucun représentant des minorités arabe et druze du pays (près de 12 % de l'électorat) ; enfin, elle comprend moins de 20 % de candidats sépharites et elle est socialement plutôt bourgeoise.

La guerre des clans

La liste travailliste, composée le mois dernier (le Monde daté 29-30 mai), aligne un nombre supérieur de candidats sépharites dans le désir « oriental » de reconquérir cet électorat - des villes de développement qui assure en 1977 la victoire du parti de Menachem Begin. C'est un petit bouleversement dans l'image de marque des deux grandes formations du pays : les travaillistes passent pour incarner un arrogant establishment ashkénaze (juifs

d'origine européenne), tandis que le Héroul était le parti « des pauvres Orientaux ».

Reste la guerre des clans et, là aussi, les résultats sont ambigus. Il y a trois groupes en présence, apparemment occupés à se disputer l'héritage de Menachem Begin : les ayants droit, c'est-à-dire M. Shamir et son dauphin, le distingué Moshe Arens, l'un des « intellectuels » du parti, ancien ministre de la Défense et présentement ministre sans portefeuille ; le numéro deux du parti, M. David Lévy, ministre de la Construction, est tout le contraire de Moshe Arens ; c'est un populiste d'origine marocaine, qui se veut le représentant du groupe de pression arabe ; enfin, il y a le clan d'Ariel Sharon - un passé des plus contestés et une ambition affichée à prendre la tête du Héroul, qui ne rassure pas forcément tout le parti.

M. Shamir, à qui revient de droit la tête de liste, présentait que la réunion du comité central ne tournerait pas à la conversation mondaine. Redoutant une bagarre sans merci, il avait exhorté les membres du comité central à ménager un peu tout le monde en distribuant des places (les têtes de liste) dans cet ordre : d'abord M. Lévy, puis M. Arens, enfin, Ariel Sharon. Signe du contrôle incertain exercé par le premier ministre sur le parti : le comité central ne l'a suivi qu'à moitié, plaçant M. Sharon devant M. Arens.

C'est un succès personnel pour Ariel Sharon. A contrario, c'est un échec pour M. Arens, même si son groupe, celui du premier ministre, reste le plus fort dans le Héroul. Pour le *Jérusalem Post*, en voyant confirmer sa place de numéro deux, M. Lévy peut briguer le poste de ministre des affaires étrangères dans un gouvernement monocolor de droite et M. Sharon celui de ministre de la Défense.

L'ensemble a laissé l'impression d'une formation en proie à d'incessantes querelles de caciques, sans autre programme que celui du maintien du statu quo, notamment en Cisjordanie et à Gaza. Seul signe de renouvellement de la façade Héroul : le comité central a fait un triomphe à deux nouveaux arrivants : Benny Begin (quarante-quatre ans), fils du fondateur du parti, et Binyamin Netanyahu (trente-neuf ans), ancien ambassadeur à l'ONU et formidable avocat des thèses de la droite nationaliste. Ils figurent tous deux parmi les sept premiers de la liste et, pour le Héroul, c'est sans doute un véritable atout électoral.

ALAIN FRACHON.

Les suites du drame de l'Airbus d'Iran Air

Le système AEGIS dont est équipé le « Vincennes » n'aurait jamais été testé d'une manière exhaustive

Une semaine après la catastrophe de l'Airbus, les questions sur l'opportunité de l'achat du croiseur *Vincennes* s'accroissent. Le système AEGIS, un ensemble de radars extrêmement perfectionnés, connectés à une batterie d'ordinateurs, dont est équipé ce bâtiment, est tout particulièrement mis en cause par experts et hommes politiques.

Selon des sources du Congrès ayant reçu l'anonymat, un rapport confidentiel datant déjà d'un an révèle que ces appareils, qui sont censés être capables de repérer et de suivre plus de deux cents cibles simultanément et de commander le tir des armes de bord, n'ont jamais été testés de manière exhaustive avant d'être déclarés opérationnels. Le rapport, selon ces sources, a été rédigé par l'Office général des comptes (OGA), organisme du Congrès chargé de la surveillance des comptes de la nation. Les observateurs notent que des critiques similaires avaient déjà été formulées auparavant par le GAO et rejetées par les responsables de l'US Navy. Le coûteux système AEGIS avait fait l'objet d'un débat parfois animé dès sa conception. Chaque système coûte plus de 1,2 milliard de dollars.

Dans un entretien avec un journal de l'Oregon, un représentant républicain de cet Etat, M. Denny Smith, a souligné que si l'AEGIS

« n'était pas capable de faire la différence entre un gros avion et un petit avion, il devrait au moins être capable de déterminer si c'était un chasseur ». M. Smith, l'un des opposants de toujours à ce système, a rappelé qu'il était gâté par des ordinateurs et « qu'il était possible que le programme [des ordinateurs] soit défectueux ».

Malgré la satisfaction affichée des responsables de la marine pour l'AEGIS, le radar, à deux reprises au moins, a été pris en défaut : en mars 1986 dans le golfe de Syrie, au large de la Libye, le croiseur *Yorktown*, équipé de ce système, a tiré deux missiles sur un « vaisseau fantôme » qui semblait vouloir l'attaquer. Selon le commandant d'une flotille de destroyers, cité par le *Washington Post*, un radar AEGIS à bord du croiseur *Ticonderoga*, patrouillant en 1983 au large du Liban, avait purement et simplement « refusé » d'identifier un petit avion Cessna qui s'approchait du croiseur et qui avait été clairement identifié par les moyens classiques.

Malgré les doutes formulés par les experts sur la fiabilité des ordinateurs du *Vincennes*, la majorité des Américains continuent à justifier l'achat de son commandant.

Faisant allusion aux sondages montrant que la majorité des Américains font leur la thèse officielle de

la légitime défense en fonction des informations dont disposait le croiseur *Vincennes*, M. Rafsanjani a affirmé que si cette information était vraie « il n'y a plus d'espoir pour le peuple américain et on peut dire qu'il n'est plus humain ». Le nouveau commandant en chef par intérim de l'armée iranienne, qui avait pris la parole au cours de la prière du vendredi, a une fois de plus lancé un appel à la prudence. « Les Etats-Unis, a-t-il affirmé, essaient de nous pousser à commettre un crime aussi vil (...), mais si nous le faisons le monde se retournera contre nous. C'est pourquoi nous ne pousserons pas à la vengeance. Les gens sages comprennent pourquoi nous ne nous vengeons pas ».

Pour lui, la riposte doit se situer sur le front de la guerre du Golfe. Il appelle aux Iraniens « dignes et libres », ainsi qu'à leur « esprit islamique et révolutionnaire » pour mettre un terme à la « suspicion et à l'ambiguïté » créées dans les esprits des peuples du monde en ce qui concerne « l'avenir de la révolution et le sort de la guerre Iran-Irak ».

L'appel demande à toutes les personnes capables de porter une arme et d'aller au front de prendre contact sans tarder avec les bases des Gardiens de la révolution. - (AFP-AP-Reuter-UPI).

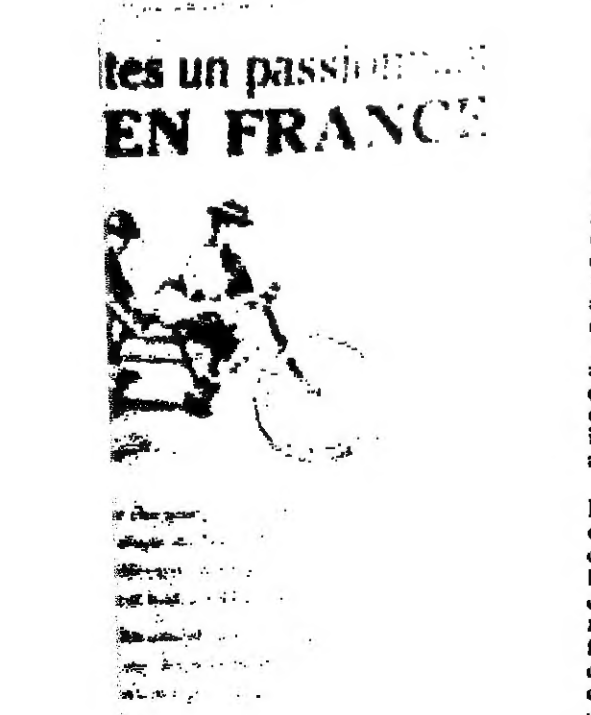
Howard Hughes

par le Lockheed en vertu d'un accord de licence. Le contrat, qui sera signé par le département de la Défense, est le plus important de sa carrière. Il s'agit d'un contrat de 100 millions de dollars pour la construction de 100 avions de combat F-16. Le contrat sera signé par le département de la Défense, qui sera le plus important de sa carrière. Il s'agit d'un contrat de 100 millions de dollars pour la construction de 100 avions de combat F-16.



Howard Hughes est un homme d'affaires américain. Il est connu pour sa fortune colossale et ses activités diverses. Il a été impliqué dans de nombreuses affaires, y compris la construction d'avions et la gestion de sociétés. Son nom est associé à l'industrie aéronautique et à la finance.

Le Monde
les un passionnés
EN FRANCE



Europe

GRÈCE : les attentats terroristes

Lutte populaire révolutionnaire
veut dénoncer la pollution à AthènesATHÈNES
de notre correspondant

Les attentats à la bombe commis, le mardi 5 juillet, à Athènes contre des bureaux des ministères de l'environnement et de l'industrie ont été revendiqués par la Lutte populaire révolutionnaire (ELA). Ce mouvement terroriste est le plus actif actuellement en Grèce avec l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre, qui, elle, se réclame d'une idéologie « anti-impérialiste » classique - elle s'était manifestée, le 28 juin, par l'assassinat de l'attaché naval américain en Grèce, William Nordens.

Les opérations de l'ELA sont différentes et semblent davantage dirigées contre l'administration et liées à des problèmes de société. Dans le passé, plusieurs locaux de perception des impôts avaient été pris pour cibles, en particulier à Salonique. Plus récemment, une cafétéria impliquée dans un réseau de trafic de stupéfiants avait été plâtrée, attentat qui avait permis à l'ELA de jouer d'une certaine sympathie dans l'opinion publique. Dans la presse, des particuliers avaient même lancé des appels au secours et demandé à l'organisation d'intervenir pour les aider dans des affaires de toxicomanie.

Cette fois, ce sont les ministères de l'industrie et un centre de mesure de la pollution atmosphérique athénienne qui ont été attaqués par des membres de l'ELA. Les deux attentats n'ont fait aucune victime, mais les dégâts matériels sont importants. Dans une lettre adressée à deux quotidiens de la capitale et publiée intégralement par ceux-ci, le groupe expose les principales raisons de la pollution à Athènes et de la présence du tristement célèbre « Néfos », ce nuage qui couvre maintenant presque en permanence la région de l'Attique.

Le document dénonce bien entendu le « capitalisme », qui repose sur « l'exploitation sans frein des richesses naturelles et sociales », et ses armées spécialisées, à savoir les deux ministères (environnement et industrie) qui ont été visés. Les scientifiques sont accusés de « tromper » la population par des analyses de chiffres et d'analyses aussi sophistiquées qu'incompréhensibles. Les formations politiques établies, qualifiées

RFA

Polémique sur le budget
de la défense

L'augmentation des crédits de la défense ouest-allemande, après trois années de réduction en termes réels, a déclenché une polémique au sein de la coalition gouvernementale, à Bonn.

Selon le projet de loi de finances préparé le jeudi 7 juillet par le gouvernement, le budget du ministère de la défense s'élèvera en 1989 à 53,3 milliards de deutschemarks (environ 17,5 milliards de francs), soit près de 2 milliards de plus que cette année. Cette augmentation de 3,7 % des crédits a été critiquée par deux responsables du Parti libéral (FDP), dont le ministre de la formation et de la science, M. Jürgen Möllemann, qui estimait qu'une coupe de 1 milliard dans ces crédits était envisageable.

Ces déclarations ont suscité un tollé dans les rangs chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux (CDU, CSU).

Pour les socialistes libéraux, qui sont soutenus sur cette question par les Verts, une telle progression des dépenses militaires de la RFA ne se justifie pas pour deux raisons : un processus de désarmement est en cours après la signature de l'accord FN1, et l'URSS paraît moins menaçante pour l'Occident depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev. Le ministre de la défense, M. Rupert Scholz (CDU) a qualifié les revendications du FDP d'« élucubrations ». Il a ajouté que ce budget pour 1989 marquait un « véritable tournant » permettant la modernisation des forces conventionnelles, indispensables pour équilibrer celles du pacte de Varsovie. — (AFP.)

● IRLANDE DU NORD : un membre de l'IRA tué par sa propre bombe. — La violence politique a fait quatre morts en Ulster au moins de vingt-quatre heures. Aux trois victimes tuées lors des deux explosions qui se sont produites à quelques heures d'intervalle dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 juillet, s'est ajoutée la découverte d'un cadavre mutilé vendredi matin. L'armée républicaine irlandaise (IRA) a reconnu dans un communiqué que ce corps était celui de l'un de ses militants, tué alors qu'il manipulait des obus de mortier. — (AFP.)

URSS : l'agitation à Erevan

Le chef religieux des Arméniens
lance un appel au calme

Moscou. — Un haut fonctionnaire arménien a affirmé le vendredi 8 juillet à la télévision soviétique que la « majorité écrasante » des entreprises d'Erevan, la capitale de l'Arménie, avaient repris le travail après les grèves de ces derniers jours. M. Saakian, un responsable des transports en commun d'Erevan, a déclaré que la situation s'était « normalisée ». Il a précisé que 397 des 489 autobus de la ville avaient assuré leur service vendredi, alors qu'ils étaient encore totalement en grève, la veille.

Ne pas effrayer
les électeurs

L'ELA a choisi son moment pour passer à l'action. Les Athéniens subissent actuellement une canicule presque comparable à celle de l'été 1987 qui, combinée aux effets du « Néfos », avait causé la mort de plus de trois mille personnes, selon de récentes estimations. Cette année, la situation est heureusement moins grave : les vents du Nord contribuent à dissiper le nuage et les sujets les plus vulnérables ont fui la capitale. Mais le thermomètre continue de monter : la température devait dépasser 42°C... à l'ombre ce week-end, et l'apparition d'un nouvel agent polluant — le bioxyde d'azote provenant du trafic automobile — pourrait rapidement aggraver la situation. Curieusement, l'ELA ne fait aucune allusion dans sa « lettre » à cette substance nocive. Elle ne se distingue pas sur ce point des autres politiques qui, soucieux de ne pas effrayer les nombreux électeurs automobilistes, préfèrent se taire.

Jusqu'à présent, la police n'a trouvé aucun indice lui permettant d'identifier les poseurs de bombes. Le nouveau responsable de l'ordre public déclarait récemment que son ministère était encore pour lui une terra incognita. Les agents des services spéciaux de Washington, qui sont arrivés ces derniers jours à Athènes, ne s'occupent pour le moment que des attentats anti-américains. Apparemment sans grand succès.

Quant à l'ELA, qui semble vouloir jouer un rôle de « Robin des Bois » politico-social, elle a tout récemment encore distribué dans des établissements d'enseignement des textes et fascicules décrivant son action et ses objectifs. Ces documents étaient dissimulés sous une couverture ordinaire de manuel de chimie organique.

THEODORE MARANGOS.

« plusieurs tribunaux régionaux » de la Fédération de Russie du procès des personnes accusées d'avoir pris part fin février au pogrom anti-arménien de Soumgaï, qui a fait 32 morts selon un bilan officiel.

Il s'agit ici d'une concession aux Arméniens qui réclamaient que le procès de Soumgaï se déroulent entièrement sous l'égide de Moscou, mettant en doute la régularité de la procédure suivie. Cette revendication avait été notamment avancée ces derniers jours par les grévistes d'Erevan.

Les procès sur cette affaire avaient jusqu'alors eu lieu dans la ville azerbaïdjanaise de Soumgaï, où un Azeri a d'ores et déjà été condamné le 16 mai à quinze ans de réclusion — une peine considérée comme insuffisante par les Arméniens qui souhaitent une condamnation à mort. — (AFP.)

Selon le premier ministre
soviétiqueL'intervention de 1968
en Tchécoslovaquie
était « justifiée »

Le premier ministre soviétique, M. Mikhaïl Riçkov, a déclaré, le vendredi 8 juillet au cours d'une conférence de presse à Prague, que l'intervention des troupes de l'URSS et de quatre autres pays du pacte de Varsovie en août 1968 en Tchécoslovaquie était « justifiée ». Celle-ci doit, selon M. Riçkov, être vue « dans son contexte ». « Le PCT a tiré les leçons des événements de 1968, nous l'acceptons. La question d'une éventuelle réhabilitation d'Alexandre Dubcek, qui soutient totalement les réformes en cours en Union soviétique, est une affaire interne à la Tchécoslovaquie », a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'éventualité d'un départ des quelque 100 000 soldats soviétiques de Tchécoslovaquie, le premier ministre a déclaré : « Il n'y a pas d'armées de Brejnev ou d'armées de Gorbatchev (...). Nous avons proposé que toutes les troupes étrangères soient retirées d'Europe, à l'ouest comme à l'est, avant la fin du siècle. » — (AFP/Reuters.)

Concession aux Arméniens.

Par ailleurs, le Parlement et la Cour suprême de l'URSS ont décidé, selon l'agence TASS de charger

● Manifestation à Paris. — Le groupe des Cent Arméniens annonce qu'il organise, le dimanche 10 juillet, à 16 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, un rassemblement pour témoigner de sa solidarité avec les Arméniens d'Erevan.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Trente et un morts
dans un attentat
à Jalalabad

Trente et un personnes ont été tuées et trente-trois autres grièvement blessées, le vendredi 8 juillet, dans l'explosion d'une voiture piégée à Jalalabad (est de l'Afghanistan), la première grande ville afghane évacuée en mai par les troupes soviétiques. Il s'agit du troisième attentat à la bombe en trois jours en Afghanistan, tous attribués par les autorités aux moudjahidines (le Monde du 8 et du 9 juillet). L'agence Tass, citant l'agence afghane Bakhitar, a parlé d'un « crime perpétré par des extrémistes » et précisé que l'attentat s'était produit à proximité d'un cinéma dans le centre de Jalalabad, ressemblant à des bâtiments et détruisant des voitures garées dans le secteur. L'agence soviétique affirme que la plupart des tués sont des enfants, des femmes et des personnes âgées. « Dans un rayon de plusieurs dizaines de mètres, il ne reste pas un seul bâtiment intact, et une trentaine d'automobiles ont pris feu », — (AFP, AP.)

Afrique du Sud

Des conseils régionaux
pour les Noirs

Le gouvernement sud-africain vient de présenter un projet de loi qui prévoit l'élection directe, par les quelques dix millions de Noirs vivant dans les ghettos, de conseils régionaux. En application stricte de l'apartheid, ces conseils, sortes de petits parlements régionaux, légifèreront sur les questions relevant des « affaires propres » à la communauté noire (éducation, culture, loisirs, logement), par opposition aux « affaires générales », gérées par le cabinet où le pouvoir est aux mains des Blancs. A l'heure actuelle, chacune des minorités, blanche, indienne et métisse, dispose de sa propre assemblée parlementaire. Les Noirs (environ les trois quarts de la population) n'ont le droit de vote qu'au niveau municipal. — (AFP.)

Côte d'Ivoire

Libération
d'une vingtaine
d'enseignants

Le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, vient de lever les mesures d'internement frappant une vingtaine d'enseignants, membres de l'ancienne direction du Syndicat national des enseignants du secondaire de Côte d'Ivoire (SYNESCO), envoyés en camp militaire dans le centre du pays au début du mois de novembre.

Etats-Unis

Annonce du procès
de M. Oliver North

La date de l'ouverture du procès d'Oliver North, l'un des principaux protagonistes du scandale de l'« Irangate », a été fixée au vendredi 20 septembre par le juge chargé de l'affaire, M. Gerhard Gesell. Les débats sur les activités de l'ancien officier des marines et ancien membre du Conseil national de sécurité (NSC) de la Maison Blanche se dérouleront donc en pleine campagne électorale, le scrutin devant en effet avoir lieu le 8 novembre. Il va sans dire que pareil procès, en dévoilant certains aspects, pas toujours très brillants, de la présidence Reagan, peut avoir un impact fâcheux sur les chances du candidat républicain, le vice-président George Bush.

Le juge Gesell devait fixer la date le mois dernier, mais il avait retardé

cette décision pour laisser le temps au procureur spécial Lawrence Walsh de définir ceux qui étaient les documents qui pouvaient être versés au dossier de l'instruction et ceux qui devaient rester secrets, dans l'intérêt de la défense du pays.

Inculpé en mars pour avoir détourné des fonds obtenus en vendant des armes américaines à l'Iran, dans le but d'aider les rebelles sandinistes de la Contra nicaraguayenne, l'ancien lieutenant-colonel des marines David Rubenstein, entre autres, d'accusations de « dissimulation » et de « falsification » de documents. Le procès pourrait durer environ trois mois.

Après avoir qualifié M. North de « héros », le président Reagan avait laissé entendre qu'il pourrait le gracier, ainsi que son ancien supérieur au NSC, l'amiral John Poindexter, si les deux hommes devaient être condamnés. — (AFP, Reuters.)

Haïti

Vers une nouvelle
Constitution

Le général Henry Namphy, chef de la junte militaire haïtienne, qui a renversé le 19 juin dernier le gouvernement civil de M. Leslie Manigat, a annoncé, le vendredi 8 juillet, que le pays se doterait bientôt d'une nouvelle Constitution.

Le général Namphy, dont c'était la première apparition publique depuis le coup d'Etat du mois dernier, s'est exprimé à la télévision depuis le palais présidentiel où il était entouré du gouvernement et de l'état-major de l'armée. Autour de lui, on remarquait la présence d'anciens proches et familiers de Jean-Claude Duvalier, l'ancien « président à vie », en exil en France. Notamment celle de M. Clouis Desnoir, personnage très contesté, qui fut ministre des finances de « Baby Doc » après avoir été conseiller de son père.

Les points forts de la Constitution de 1987 restent conservés, a déclaré le général Namphy, mais le texte « révisé dans une ambiance de passion et d'émotivité » sera expurgé des éléments « étrangers à nos coutumes et traditions ».

M. Namphy a en outre indiqué que les partisans du régime de Jean-

Claude Duvalier, dont les plus « voyants » avaient été jusqu'ici écartés de la vie politique haïtienne, seraient « réhabilités » et qu'ils pourraient « revenir au pays ». Cependant le général Namphy n'a pas présenté de calendrier ni annoncé le date de nouvelles élections. Il s'est borné à parler d'une période de « normalisation » de la vie nationale en indiquant que les solutions politiques se précipiteront au fur et à mesure. — (AFP, Reuters.)

Tunisie

Le déboulonnage
des statues
de Bourguiba

Le rythme du déboulonnage des statues et des bustes de l'ancien président Bourguiba paraît s'être beaucoup ralenti et, depuis environ deux semaines, la presse locale n'en fait plus état (le Monde du 28 juin).

En revanche, le journal gouvernemental, le *Pressa*, a annoncé que le président Ben Ali a donné des instructions pour maintenir à leur place les statues de M. Bourguiba dans sa ville natale de Monastir et à Tabarka, dans le nord du pays. Toujours selon le *Pressa*, il est envisagé de transférer à La Goulette — avant-port de Tunis — la statue équestre de M. Bourguiba, qui trône dans l'antre central de la capitale où elle sera remplacée dans un square par un monument symbolisant la Tunisie nouvelle, loin de toute forme de personnalisation. — (Corresp.)

● SALVADOR : retour du président Duarte. — Le président Napoléon Duarte, hospitalisé à Washington durant quarante jours pour y être soigné d'un cancer du foie, devait rentrer, le lundi 11 juillet, au Salvador pour y reprendre ses fonctions. C'est ce qu'a annoncé vendredi le vice-président Rodolfo Castillo, tout en démentant les rumeurs selon lesquelles le président démissionnerait dès son retour. M. Duarte continuera de se rendre régulièrement aux Etats-Unis pour un traitement destiné à lui accorder un sursis alors que les médecins considèrent qu'il n'a plus que quelques mois à vivre. — (AFP.)

Diplomatie

Les premiers pas d'une coopération sérieuse

Retrouvailles
entre l'Algérie et le Maroc

(Suite de la première page.)

Pour les entrepreneurs, la réconciliation marque l'avènement d'un marché qui change de dimension. En gros, il y a en Algérie et au Maroc 25 millions de consommateurs solvables : les citoyens, fonctionnaires ou salariés, à l'exclusion des populations rurales vivant presque en autarcie. Avec la Tunisie, partie prenante dans les événements en cours, on passe à un marché potentiel de 30 millions de personnes, et cela change fondamentalement la rentabilité des investissements.

De nouveaux
marchés

Dans les propos enthousiastes tenus unanimement, peut-être faut-il faire la part de la tendance du caractère maghrébin à tirer des plans sur la comète. Néanmoins, de grandes sociétés étrangères prennent la réconciliation suffisamment au sérieux pour envoyer des missions de prospection à l'affût de nouveaux marchés. La concurrence s'annonce vive entre la France et l'Espagne, qui est en ce moment en très bons termes avec Rabat malgré le contentieux sur les enclaves de Ceuta et de Melilla.

Dans l'immédiat, l'interconnexion des réseaux électriques sur la ligne de 225 kilovolts a surtout un caractère symbolique. Mais, s'il faut créer des lignes nouvelles, la technologie française en ce domaine est tout à fait au point. Des offres sont déjà à l'étude. Une grande société française s'intéresse aussi à la fourniture éventuelle de centraux électroniques pour faire face aux besoins prévisibles en matière de communications téléphoniques.

Le Marché commun européen, qui est maintenant pris en exemple par le Maghreb, pourrait être concerné par les accords régionaux en perspective. Les experts étrangers ne considèrent pas comme une chimère une

connexion électrique par câble sous-marin entre l'Espagne et le Maroc, analogue à celle qui existe déjà entre la France et la Grande-Bretagne.

L'idée est de faire passer la production électrique des régions du sud de l'Espagne au Maghreb. Par un apport de compensation sur l'ensemble du réseau espagnol, la France, à la recherche de débouchés énergétiques, fournirait le nord de la péninsule ibérique et profiterait donc indirectement de la situation nouvelle.

Un des effets de la « maghrébilisation » de l'économie marocaine pourrait être le rééquilibrage au profit des provinces méditerranéennes du royaume, laissées un peu à l'écart. Le versant atlantique a largement profité des investissements consacrés au développement des provinces sahariennes pour des raisons politiques évidentes. La nouvelle revue *Signe des Temps*, à laquelle collabore l'élite universitaire du pays, vient de consacrer de façon révélatrice tout un dossier au « devenir méditerranéen du Maroc » en plaçant en faveur de ce rééquilibrage.

Pas d'accord
secret

L'autre aspect de la réconciliation algéro-marocaine tient à la perspective d'un arrêt de l'effort de guerre. Cent mille hommes engagés au Sahara reçoivent une paie double. Cela ne pèse que sur le budget national. Mais c'est en devises qu'il faut payer le matériel. Mille cinq cent camions militaires ont été récemment achetés à l'Espagne. Même si elles ne servent pas, les munitions entassées sur le mur de défense coûtent cher. Il faut en effet les remplacer périodiquement, les charges explosives n'étant utilisables que pendant un temps limité.

De source officielle marocaine, on déclare que le processus de coopération « irréversible » a été mis en œuvre sans que Rabat cède quoi que ce soit d'essentiel sur le Sahara. « Il n'y a pas d'accord secret en ce qui concerne le Polisario, dit-on. C'est une réconciliation dans un cadre bilatéral. Nous sommes prêts à accepter au Sahara un référendum au cours duquel l'armée marocaine serait cantonnée dans ses casernes. Après ce référendum rien ne nous empêche d'accorder l'autonomie interne. »

Le roi Hassan II et le président Chadli sont trop engagés dans la réconciliation pour qu'on puisse croire que le conflit saharien est seulement mis entre parenthèses. Après avoir suscité tant d'espoir parmi leurs peuples, ils prendraient un risque personnel, sur le plan de la politique intérieure, si ces retrouvailles devaient être suivies d'un constat d'échec au Sahara.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

● M. Jacques Delors en visite en Tunisie. — Le président de la Commission des communautés européennes a entamé, le vendredi 8 juillet, une visite de trois jours en Tunisie. Les entretiens de M. Delors porteront notamment sur les perspectives d'union maghrébine. Il y aura d'énormes possibilités lorsqu'on pourra négocier entre la Communauté, de plus de trois cents millions d'habitants, et un autre ensemble qui aura cent millions d'habitants autour de l'an 2000, a souligné M. Delors, dans une interview à l'agence Tunisie-Afrique Presse. — (Corresp.)

● « Conseillers français » en Afghanistan : l'agence Tass persane. — Le ministre français des affaires étrangères a réaffirmé vendredi 8 juillet qu'il n'y a pas de conseillers militaires français en Afghanistan. Cette nouvelle mise au point fait suite à l'information publiée le même jour par l'agence soviétique Tass selon laquelle « deux conseillers militaires français ont été tués et un troisième blessé » lors d'une attaque sérieuse afghane contre la résistance. Tass, dans une dépêche datée de Kaboul, précise que l'attaque a eu lieu près d'une localité dénommée Kalat, mais sans sembler ignorer à la fois la date et les circonstances de la mort desdits « conseillers français ». C'est la troisième fois en quelques jours que l'agence soviétique accuse la France d'aider militairement les moudjahidines.

La fin de la session parlementaire

Le va-et-vient de Po

Après une session parlementaire marquée par la démission de M. Delors, le conseil des ministres s'est réuni le vendredi 8 juillet à l'Élysée. Le président de la République a présidé la séance. M. Delors a été réélu président du conseil des ministres. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Le conseil des ministres a également discuté de la situation en Algérie et de la coopération avec le Maroc. Le conseil a adopté une déclaration de politique générale. Le conseil a également discuté de la situation en Afghanistan et de la coopération avec le Maroc.

Société

Les poubelles des riches

(Suite de la première page.)

On peut attribuer le regain du trafic des déchets à l'affaire de Seveso, dont l'accident chimique remonte à 1976. Traumatismes par les traces de dioxine observées sur le site, les autorités italiennes avaient mis des années à trouver une formule boiteuse pour l'élimination des déchets : les fameux quarante et un fûts passés en France à l'automne 1982 et retrouvés quelques mois plus tard dans une boucherie désaffectée de la banlieue de Saint-Quentin (Aisne), puis reconduits sous bonne escorte en Suisse chez leur propriétaire légal, le groupe chimique Hoffmann-La Roche. Cet épisode rocambolesque a plongé dans l'embarras les autorités italiennes, françaises, allemandes et suisses, et traumatisé les industriels européens. Les déchets toxiques, dorénavant, seront toujours source d'ennuis.

A cet effroi des pouvoirs publics et des industriels s'ajoute aujourd'hui l'esprit « consumériste » de l'opinion, que les Américains appellent le syndrome NIMBY (Not in my backyard), c'est-à-dire « Pas de ça chez moi ». La décentralisation aidant, on ne compte plus les collectivités locales qui refusent la moindre installation liée aux déchets, qu'il s'agisse d'une décharge d'une usine d'incinération ou d'un centre de « détoxification » chimique. « Pas de ça chez nous » est devenu le mot d'ordre, y compris auprès de ceux qui, par ailleurs, font profession d'écologie. Dans la banlieue verte de Paris, on s'insurge contre le projet d'usine d'incinération d'ordures ménagères d'Achères. A Grenoble, on fait capoter le projet du maire — et alors ministre de l'environnement — d'installer un centre de traitement des déchets au pylône. A Strasbourg, écologistes alsaciens et allemands manifestent bruyamment contre la construction à Kehl, de l'autre côté du Rhin, d'une usine de traitement des déchets industriels toxiques.

Que faire des déchets, dans ces conditions ? Puisque le passage des frontières devient difficile en Europe, on se rabat naturellement sur l'outre-mer, à la fois moins exigeant sur les normes à respecter et moins coûteux malgré l'augmentation des distances. Dans les ports, on a l'habitude de voir passer les produits dangereux, codés IMDG (International Maritime Dangerous Goods) et entreposés dans des docks à part. Comme, de plus, les compagnies de navigation et les propriétaires de navires ont toujours des bateaux disponibles en cette période de crise de la

marine marchande, il est facile de trouver un transporteur.

Quant à la nature des cargaisons, elle ne pose guère de problèmes non plus. Les douaniers ne contrôlent que la conformité du contenu avec les déclarations. Il n'y a sanction que s'il y a fraude, c'est-à-dire non-conformité entre la marchandise déclarée et la marchandise réelle. Mais aucun produit chimique, aucun déchet — sauf bien sûr les déchets nucléaires, qui sont soumis à une réglementation particulière — n'est interdit à l'exportation. On

comme on dit pudiquement aujourd'hui) la RFA, qui vient d'être fermée par décision du ministre de l'Intérieur...

Les grands exportateurs

Les deux pays européens qui exportent le plus chez leurs voisins sont aujourd'hui la RFA, qui produit entre 4 et 5 millions de tonnes de déchets toxiques par an, et les Pays-Bas, dont le territoire est saturé par l'urbanisation. Cha-

Les industriels italiens, toujours marqués par Seveso, ont inventé récemment le Venezuela, le Proche-Orient et l'Afrique, où le relais a été pris par des courtiers internationaux basés au Liechtenstein, à Gibraltar ou dans l'île de Man, en mer d'Irlande. Ces sociétés de courtage travaillent avec d'autant plus de facilités que les pays receveurs sont moins regardants, même lorsque le marché est passé très officiellement avec un ministre, voire un chef d'Etat. Les pays du tiers-monde, par des contrats qui leur apportent du net, et en devises, il suffit de diriger les navires et leur encombrante marchandise vers quelque port secondaire, comme Koko (Nigeria), Tartous (Syrie), Puerto-Cabello (Venezuela), ou encore une île à l'écart comme Kassa, au large de Conakry (Guinée). La RFA, pour sa part, a la chance d'avoir un partenaire tout trouvé... en RDA, où les grands de la chimie comme Hoechst, Bayer et BASF ont leur filiale propre — si on peut dire !

La communauté internationale n'a pas attendu les déboires du cargo syrien *Zénobie* pour se pencher sur ce trafic. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), qui regroupe les pays industrialisés du monde occidental, se préoccupe depuis 1984 des mouvements « transfrontières » de déchets dangereux. La Communauté économique européenne a édicté en 1986 une directive exigeant l'accord du pays destinataire pour autoriser l'exportation de déchets toxiques. Enfin le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a réuni deux conférences — Budapest, novembre 1987, et Caracas, juin 1988 — pour mettre au point une réglementation internationale.

En France, le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, vient de relancer la rédaction de l'arrêté qui permettra aux pouvoirs publics d'appliquer la directive européenne. A partir du 1^{er} septembre, plus aucun chargement de déchets ne pourra être autorisé sans l'accord officiel du pays destinataire. Le vide juridique qui empêche les douaniers d'intercepter les déchets toxiques clandestins sera comblé. Reste que ni les Etats-Unis ni les sociétés de courtage internationales ne sont soumises aux directives européennes. Sans parler des pays « destination », dont l'accord peut être acheté à bon compte... On n'a pas fini de parler de ce commerce, enfant bâtarde de l'abondance des uns et du dénuement des autres.

ROGER CANS.



contrôle surtout les marchandises à l'entrée en France, précise-t-on à la direction des douanes. Nous veillons à ce que la France ne devienne pas la poubelle de l'Europe. Pour l'exportation, en revanche, il n'y a que des formalités.

Jusqu'à présent, la France n'a été mise en cause dans aucun trafic international de déchets, ni par ses industriels, ni par ses courtiers, ni par ses navires. Les résidus toxiques qu'elle ne peut traiter dans ses centres spécialisés n'ont en principe qu'une destination : les mines de sel de Harfa Neudorf (RFA), près de la frontière entre les deux Allemagnes. La France ne pratique pas l'incinération en mer, comme l'ont beaucoup fait les Anglais, les Néerlandais, les Allemands et aujourd'hui les Espagnols, puisque l'immersion des déchets toxiques est interdite. Elle reçoit en revanche des tonnages appréciables de ses voisins européens, qu'elle entrepose dans ses décharges de classe 1 (« centres d'enfouissement technique »).

Mais les deux champions de l'exportation — légale ou discrète — sont incontestablement les Etats-Unis et l'Italie. Le contrat officiel entre la Sierra-Leone et la société américaine Nedlog pour l'entreposage de 25 millions de dollars de résidus dangereux remonte à 1979. Il a été suivi en 1980 par d'autres transactions — avec d'autres partenaires — pour la réception de déchets de peintures et de boues d'épuration en Haïti. Puis ce furent les Bahamas, le Mexique, le Honduras, la République dominicaine, le Costa-Rica et la Corée du Sud, entre 1981 et 1985.

Des fûts radioactifs baladeurs

La planète est submergée par les déchets industriels. Les Africains s'en sont aperçus ces temps derniers, tant en Guinée-Bissau, où des contrats signés notamment avec des entreprises suisses devaient rapporter près de 800 millions de dollars (à 40 dollars la tonne de déchets), qu'au Bénin, où les conditions étaient nettement moins intéressantes (1 dollar la tonne). Dans les deux cas, les contrats ont dû être annulés. L'odyssée du cargo syrien *Zénobie*, avant pendant plusieurs semaines d'être autorisé à décharger ses déchets italiens à Gênes, est aussi venue montrer les trafics qui découlent de cette pléthore de résidus industriels.

La discussion à Strasbourg, au Parlement européen, du rapport de la commission d'enquête sur les manipulations et le transport de matériaux nucléaires a souligné que le nucléaire, domaine théoriquement sous haute surveillance, n'était pas à l'abri de cette saga des fûts baladeurs, faute pour les gouvernements (en l'occurrence celui d'Allemagne fédérale) de régler à l'intérieur de leurs frontières traitement et stockage de ces déchets.

L'affaire « Transnuklear » a défrayé la chronique au début de l'année. Cette firme ouest-allemande, spécialisée dans le transport de déchets nucléaires, était accusée d'avoir soudoyé une centaine d'industriels et de responsables de centrales électriques — pour 80 millions de francs en cinq ans — afin que leurs déchets radioactifs soient transportés et

traités au centre belge de Mol, près d'Anvers. Ce scandale avait d'autant plus retenu l'attention que le nucléaire, dans un pays où les préoccupations d'environnement sont partagées bien au-delà des seuls écologistes, que le ministre du Land de Hesse, Walter Wallmann (chrétien-démocrate), avait déclaré que « l'on ne pouvait exclure » qu'il y ait eu la fourniture, au Pakistan et à la Libye, d'uranium enrichi pouvant être utilisé pour la fabrication d'armes nucléaires. Et que le chancelier Kohl lui-même avait exprimé ses « doutes massifs » sur l'ensemble des systèmes de sécurité du nucléaire.

Des irrégularités multiples

Les travaux de la commission parlementaire ont rejeté les accusations de détournements vers des pays étrangers. Les déchets en question — gants, matériels — permettent d'ailleurs difficilement de récupérer des matières fissiles, même si des essais effectués dans l'Institut nucléaire de Karlsruhe, selon le processus alors, y sont parvenus. Ces déchets sont même jugés si peu nocifs qu'ils sont exclus de la directive communautaire relative au transport transfrontalier de produits toxiques et dangereux. Le procureur général de Hanau, M. Farwick, qui suit l'enquête engagée en Allemagne fédérale a été très net : « Rien ne permet de penser que des détournements de plutonium ont été effectués vers la Libye ou le Pakistan ».

En revanche, pour ce qui est des procédures, des traitements et du transport de ces déchets, les irrégularités ont été multiples. Le principe du transport était le suivant : Transnuklear transportait à partir des centrales nucléaires ouest-allemandes — grâce à des contrats obtenus à l'aide de pots-de-vin — des déchets liquides et solides jusqu'à Mol en vue de leur retraitement. Les boues et cendres radioactives résiduelles étaient ensuite conditionnées pour le stockage final, soit en les mêlant à du ciment, soit, dans le cas des cendres, en les rembarquant vers la République fédérale en vue de les compresser avant de les mélanger à du béton. Tous les déchets étaient ainsi renvoyés en Allemagne où ils devaient attendre leur stockage définitif.

Transport et traitement

Or « des déchets ont été acceptés en vue d'être retraités en sachant pertinemment qu'ils ne pourraient subir cette opération », souligne M. Clinton Davis, de la Commission européenne. Certains déchets ont de ce fait été stockés sur place dans des conditions non satisfaisantes, et des équipements ont été utilisés sur le site par Transnuklear ou par des sous-traitants sans que les autorités en aient été informées, d'où des inventaires très incomplets. Enfin, Transnuklear a renvoyé en Allemagne des fûts de déchets qui ne provenaient pas des réacteurs ouest-allemands. C'est ainsi que trois cent vingt et un fûts au moins (et peut-être six cents)

contenaient des matières qui n'auraient pas dû s'y trouver — des traces de plutonium, du cobalt ou du césium — et qui exigent des conditions de transport plus strictes.

Dans l'état actuel des règles communautaires, l'incapacité de suivre et d'identifier les déchets rend pratiquement impossible, pour les Etats, le contrôle de ces opérations de transport et de traitement. Alors que les Allemands envisagent de confier exclusivement à la Bundesbahn le transport de ces déchets faiblement radioactifs et que la Commission prépare un texte sur l'étiquetage des fûts, pour pouvoir en suivre les mouvements, le Parlement européen, dans une résolution adoptée à une très large majorité le 5 juillet, a réclamé notamment que « les responsabilités soient clairement séparées entre l'exploitation des installations nucléaires, le transport de déchets et le conditionnement », mais surtout que « les déchets nucléaires soient aussi largement que possible conditionnés sur le site de production et que les transports soient réduits à un minimum ».

Tel est bien le problème allemand. Car le site de Gorleben, en Basse-Saxe, chargé d'accueillir provisoirement les fûts de déchets faiblement radioactifs, et en proie à l'hostilité des écologistes, n'a jamais joué pleinement son rôle. Et nul site d'accueil permanent n'a pu être désigné. De là à penser que le nucléaire, en République fédérale d'Allemagne, sera victime de l'incapacité à résoudre la question des déchets...

BRUNO DETHOMAS.

SPORTS

CYCLISME : Tour de France

La menace Herrera se précise

Le maillot jaune change d'épaules mais le pouvoir reste aux Néerlandais. Jelle Nijdam, vainqueur la veille à Liévin, a conquis la première place du classement général, le vendredi 8 juillet, à l'issue de la sixième étape, contre la montre, Liévin-Wasquehal, remporté par le Britannique Sean Yates qui a couvert, le vent aidant, les 52 kilomètres à 49,237 kilomètres de moyenne horaire. Bien que sa qualité de rouleur soit reconnue, Yates a provoqué une surprise en dominant les meilleurs spécialistes, au nombre desquels Mottet et Bernard. L'Américain Hampsten a rétrogradé. En revanche, le Colombien Herrera a bien résisté. Sa menace se précise.

WASQUEHAL (Nord) de notre envoyé spécial

On dit des étapes contre la montre que ce sont des épreuves de vérité, parce qu'elles exigent un effort total, soumis au seul verdict du chronomètre. Mais la vérité est-elle la même pour tous ? Fûts-ils deux cents coureurs qui s'échelonnent de deux en deux minutes entre 11 heures et 17 h 30 ne rencontrent évidemment pas les mêmes conditions. Les uns bénéficient du soleil, du vent favorable, d'une route sèche. Les autres roulent sous la pluie, sans l'aide du moindre zéphyr.

Ce contraste climatique explique pour une part la victoire de Sean Yates et les paradoxes d'un classement qui a surpris les pronostiqueurs les plus avisés. Que Yates ait gagné, passe encore. On connaît les talents de rouleur de ce Britannique formé à l'Athlétique Club de Boulogne-Billancourt (ACBB), qui se révéla en remportant un Grand Prix de France. Cependant, quand on constate que Bugno et Jurco devancent Mottet et Jean-François Bernard, que Frédéric Brun précède Vandererden, que Kelly n'est que trentième à 1 m 56, du vainqueur derrière Blanco ou Martinez-Oliver, on se pose des questions...

Et beaucoup restent sans réponse. Quelle est l'ambition exacte de Bernard, installé au rang de premier Français ? Comment s'écarter Kelly dont on attendait une démonstration de virtuosité ? Que représente l'exploit de Nijdam comparé à la contre-performance relative de Breukink ? Autant de points d'interrogation.

Même les mystères qui entourent Laurent Fignon n'ont pas été dissipés par l'épreuve de vérité de Wasquehal. L'ancien détenteur du maillot jaune s'est classé 35^e avec un retard de 2 min 5 s sur Yates. Cela veut dire qu'il a perdu plus de

deux secondes par kilomètre. Il n'y a pas de quoi pavoiser. Mais on pouvait craindre le pire de cet exercice périlleux pour qui ne possède pas une forme irréprochable. Et, tout compte fait, Fignon a limité les dégâts... sans rassurer son entourage ni se rassurer lui-même.

Une coritide en revanche : Luis Herrera vient de réaliser une très bonne opération en ne perdant que 1 min 41 s sur Yates et surtout en concédant moins d'une demi-minute à Jean-François Bernard. Les rouleurs espèrent le rejeter à six ou sept minutes. Or, son passif ne dépasse pas 3 min 5 s. D'ancien à l'image de Raphaël Géminiani ou de Jean Stablinski, des experts en stratégie cycliste, font du grimpeur colombien le nouveau favori du Tour. « S'il aborde les Alpes avec un retard inférieur à cinq minutes, remarquent-ils, Herrera prendra l'avantage dans la montagne et passera à ses adversaires un problème théoriquement insoluble, étant donné qu'il est le meilleur grimpeur en valeur absolue ».

A Wasquehal, Mottet et Jean-François Bernard ont découvert le Tour sous un jour qu'ils ne soupçonnaient pas... et un rival qu'ils ont peut-être en la tort de sous-estimer.

JACQUES AUGENDRE.

LES CLASSEMENTS

Sixième étape : Liévin-Wasquehal (52 kilomètres) contre la montre individuel. 1. Yates (G.-B.), 1 h 3 min 22 s (moyenne 49,237 km/h) ; 2. Vercellotti (I.), à 14 s ; 3. Rominger (Sui.), à 23 s ; 4. Nijdam (P.-B.), à 41 s ; 5. Soldevila (P.-B.), à 49 s ; 6. Mottet (Fr.), à 1 min 3 s ; 7. Bernard (Fr.), à 1 min 14 s ; 8. Marie (Fr.), à 1 min 16 s. Classement général. — 1. Nijdam (P.-B.), 15 h 48 min 49 s ; 2. Basso (Can.), à 1 s ; 3. Breukink (P.-B.), à 21 s ; 4. Vandererden (Bel.), à 46 s ; 5. Bernard (Fr.), à 1 min 3 s.

Escale à Wasquehal

WASQUEHAL de notre envoyé spécial

La foule n'était pas au rendez-vous, vendredi matin à Liévin pour le départ des premiers coureurs de l'épreuve contre la montre. La fête de la ville avait célébré les passionnés. Et le chevalier, sorte de derrick dressé dans le ciel, témoin d'une époque révolue, semblait encore plus triste avec sa grande roue immobile.

Après les terres riches de l'Ouest, le Tour se faufilait entre les maisons de brique rouge. Oubliés les champs de blé et les coquelicots. Finies les lourdes vaches normandes qui s'enfuyaient au son des klaxons de la caravane. L'environnement est rouge comme ces façades d'usines abandonnées. Ou noir comme les tas de minerai impur sorti du ventre de la terre.

Un à un, les coureurs traversent les villes du Pas-de-Calais, ces rues de Lens ou de Vendrin-Vieil souvent sinueuses. Des cités frappées par le déclin de l'exploitation charbonnière qui tantent par tous les moyens, y compris le sport, de redresser des situations économiques difficiles. Au détour d'une rue, les bâtiments modernes des entrepôts design montrant que de nouvelles griffes peuvent prendre.

Dans les bars à bière des carrefours, on lève la tête du jeu de cartes pour regarder passer les solitaires à la poursuite de quelques secondes. La course individuelle ne possède pas la magie des autres étapes. Le souffle de la caravane lancée à vive allure ne balaie pas le visage des spectateurs. Pas d'échappée, pas de

peloton, mais une succession de coureurs, souvent inconnus qui traquent dans leur sillage quelques voitures publicitaires.

Sauts les passionnés, les adhérents de clubs revêtus de leur maillot, peuvent rester six heures au même endroit pour observer le travail des artistes dans la courbe d'un virage. Mais ceux-ci peuvent parfois être nombreux. Ce fut le cas à Wasquehal : prononcez Wasquehal — commune proche de Lille et terme de cette cinquième étape. Une ville de dix-sept mille cinq cents habitants, où le cyclisme est roi.

En six ans, le club local a gravi toutes les étapes qui mènent au sacre pour devenir, en 1987, meilleur club de France amateurs. Une victoire arrachée à son rival de Boulogne-Billancourt qui a renforcé la fierté de ces gens du Nord. M. Guy Mollet, le président de ces amoureux de la petite reine, vante son efficacité de trois cents licenciés, tout en citant avec délectation les noms des vainqueurs du Circuit des Ardennes ou de Paris-Roubaix. Mais pour l'étranger perdu dans cette énumération, il convient d'attarder sur un seul : Jean-François Laffité, séisme au dernier Championnat du monde et qui va porter tous nos espoirs lors des prochains Jeux olympiques de Séoul.

Alors, comment s'étonner, face à un tel dynamisme, que les amoureux de Wasquehal aient obtenu de leur municipalité que celle-ci signe avec la Société du Tour de France un accord qui prévoit que, à quatre nouvelles reprises, le Tour fera escale chez elle ?

SERGE BOLLOCH.

Le Monde
dossiers et documents

LE TOUR EN FRANCE
JUILLET-AOÛT 1988 - NUMÉRO SPÉCIAL. 24 PAGES

Culture

PHOTOGRAPHIES : les XIX^{es} Rencontres d'Arles

Le surréel et l'absurde

Christian Lacroix, homme de couture et enfant du pays, a triomphé à Arles. Jean Larivière et Jean-Paul Goude, photographes, ont subi les dommages d'une technique défailante. Le sort se montre parfois blagueur.

Les Rencontres et le Festival d'Arles se sont unis pour célébrer l'Arlesien le plus célèbre du moment. Dans le Théâtre antique, Christian Lacroix a fait défiler un choix de ses robes. C'était la première fois que les Rencontres et la foule débordaient des gradins.

Soirée en trois temps. D'abord le prestige avec le film de Jacques Scandaleri — présenté pour le premier anniversaire de la Maison Lacroix — sur les répétitions des *Gaîtés parisiennes* par le New York City Ballet à Paris en octobre. Mise en scène de Baryshnikov (il sourit et la salle soupire). Costumes de Christian Lacroix, un éblouissement de larges jupes rouge flamme, de corselets, de balconnets, de jupons froutrouffants sur des bas à rayures et à gros pois, de bottines à lacets, de dolmans brodés...

Second temps, l'humour, en audiovisuel de Laurent Godard : l'irrésistible ascension d'un bébé nu sur de la fourrure. Bientôt garçonnnet fûté, puis adolescent rêveur à cheveux mi-longs. Bano-titre : « Qu'est-ce que tu veux faire plus tard ? Christian Dior ». Ou de l'influence d'un prénom sur la vocation. Et voilà des dés d'or, et voilà la star dans toute sa gloire : quatre minutes cinquante sur musique moussette. Pas assez long pour verser dans la mégalomanie, juste assez pour se préparer à la vision surréelle des Arlésiennes de luxe, des matadors glamour, des bouillonnés fleuris, des fourreaux échevelés, des coiffes très hautes, des longues jupes noires sous la fourrure. Un condensé du style Lacroix.

La partie féminine du public a frôlé l'extase. Les ovations se sont prolongées. « Quand même, confiait avec l'accent un Philémon à sa Baucis, « ils ont eu en tout cas l'idée d'amener avec eux un matériel de projection. Celui d'Arles semble primitif, ce qui est original pour une manifestation dans laquelle s'expriment les photographes ».

Le lendemain a été plus absurde que surréel. Après un ciné-roman en noir et blanc sur une intrigue délirante (en comparaison celle de *Santa Barbara* est un modèle de

rigueur), la soirée était confiée à Topor, à Jean Larivière et à Jean-Paul Goude.

Camille de Casabianca, qui n'est pas une oratrice, a tenté de dire son admiration pour Jean Larivière. Christian Hudon l'a filmé en train de prendre des photos en Inde. On aurait dû comprendre comment ce piano-sans-tire au regard affolé, qui se promène dans Arles avec un éléphant-jouet, recompose le réel et y retrouve les images nées dans sa tête. On a seulement rogné sur l'écran géant de géantes images brouillées, comme sur une vieille télévision déréglée, comme du 8 millimètres gonflé en 70. Jean Larivière a quand même affronté le public. Un public bien vivant, impatient, franchement chahuteur. Jean-Paul Goude a préféré s'en aller, ne pas voir le sort réservé à son propre film, montage très rythmé d'actualités rétros, de photos, de spots publicitaires. Quand on pense à minuscules travaux sur l'image et le son lancinamment abîmés, on ne peut pas lui en vouloir.

Seul s'en est tiré Topor. Imperturbable, assis au-dessous de l'écran, il a les aventures d'un photographe aux des grands hommes et parvenu au degré zéro de la photo, récit illustré de dessins arrachés aux pages de la *Ramstrasse*. Quoi qu'il en soit et quoi qu'il arrive, les pires coups de hasard n'atteindront jamais la profondeur du génie absurde de Topor. Un délice.

COLETTE GODARD.

Christian Lacroix
l'Arlesien le plus célèbre du moment.



CINÉMA

Le Festival de La Rochelle

Le chemin étroit du film d'auteur

On juge peut-être de la qualité d'une manifestation d'art moderne à sa capacité de voir juste, de faire le point sans coupes d'éclat ni ragoles. Mesuré à cette aune, La Rochelle est une double réussite : par sa programmation et par l'accueil que lui réserve un public de plus en plus nombreux. Mais à quel service se soumettent les circuits indépendants et les chaînes de télévision ne suivent pas ? L'homme à Paris et en province a peu de chance de voir à l'écran les quelques excellents films présentés ici, pour la simple

raison qu'ils ne correspondent pas aux normes standards.

Le plus curieux, c'est de découvrir d'étranges similitudes entre les systèmes américain et soviétique. Ancien collaborateur de Stanley Kubrick (il a produit trois de ses films), James B. Harris réalise et produit en 1965 *The Bedford Incident*, proche du *Docteur Folamour* de Kubrick tourné deux ans plus tôt : « Je me suis senti libre de traiter sérieusement le même sujet : la folie naturelle des militaires laissés

en liberté ». Succès de prestige, mais non de box-office ! Il n'aura jamais plus la carte blanche d'un grand studio pour tourner le sujet de son choix. Il se contente désormais de productions à petits budgets, trois en quinze ans, dont *Fastwalking* (1981) et *Cop* (1987) mélanges habiles d'érotisme torride et de violence criminelle.

Grâce à la « glorieuse », on assiste à un défilé d'œuvres soviétiques mises antérieurement au placard par les autorités. Mais un film d'horreur, enfin libéré, ne sera au mieux qu'une curiosité. Jamais un véritable succès commercial. Et de toute façon le cinéma soviétique ne conformiste paie son goût de la recherche en se voyant rejeté vers la voie de garage du réseau art et essai. Gleb Panfilov, présent à La Rochelle comme James B. Harris, s'est heurté aux mêmes intérêts. Et plus encore le Polonais Krzysztof Kieslowski, qui a tant choqué Cannes avec *Tu ne tueras point* et qui avait enfin la possibilité de montrer en France, trois films remarquables : *Le Profane* (1975), *Sans fin* (1987), un chef-d'œuvre visionnaire (un mort revêt les graves événements inscrits dans sa vie privée et dans l'histoire de son pays), et *Le Hasard*, achevé quinze jours après l'état d'urgence de fin 1981 mais sorti de Pologne en 1987. *Le Hasard* reflète admirablement l'impasse absolue où se trouve quiconque en Pologne refuse le compromis avec le pouvoir. Le nihilisme de Kieslowski rejoint étrangement celui de James B. Harris, mais avec une lucidité infiniment plus grande.

Et puis un ange passa : Andrei Tarkovski. Michail Leszczylowski, Polonais fixé en Suède depuis 1970, monteur du *Sacrifice*, le dernier Tarkovski, a décidé d'apporter son témoignage sur ce cinéaste qu'il admire et qui fait l'objet d'un véritable culte aujourd'hui en Union soviétique, tout en provoquant aussi des réactions de rejet radicales. La présentation de ce documentaire à La Rochelle coïncide avec la parution en librairie de l'ouvrage de Guy Gauthier sur le même réalisateur (éditions Edilg). Le film *Mise en scène* : Andrei Tarkovski complète et illustre, en un sens, la thèse du livre, à savoir que pour Tarkovski l'art et la religion (mais une religion très individualisée, très sécularisée) sont comme l'envers et l'endroit d'une même vision mystique du monde.

Que le cinéma soit si intimement associé à pareille démarche, qu'il devienne l'outil premier d'une connaissance poussée de l'être, n'est pas le moindre paradoxe d'un créateur dont la disparition prématurée ne fait qu'accroître la fascination qu'exerce une œuvre souvent insaisissable.

LOUIS MARCORELLES.

ROCK

Prince au palais omnisport de Bercy

L'énergie d'un bébé hurleur

La tournée européenne de Prince, en attendant la tournée américaine, a démarré vendredi 8 juillet à Bercy. Splendide et sans mesure : le prince n'est pas avare de son talent.

Au milieu du palais omnisport de Paris-Bercy, la scène est ronde, avec des fosses pour les musiciens, un morceau de route, des allées piétonnières, un fil de basket-ball sur un poteau, une balançoire, comme un luxueux jardin d'acclimatation pour enfant pauvre.

Quand l'obscurité se fait dans la salle, une voiture tourne en l'air dans la lumière noire, accoste une piste, un quel, et Prince Roger Nelson en jellif, déjà bien dévot, il n'y a pas de première partie.

Il est vêtu de satin noir, médaille comme un tourillon et entouré de quelques jolies choristes en maillot moult. On ne sait pas toujours ce qu'il chante (inculture de notre part, abondance d'indécrites ?), mais on reconnaît sa voix tantôt grave, monodromie impérieuse, tantôt perchée très haut et ces tangents, cette exquise façon de couiner soudainement comme un canard dont on coince le tête dans un tiroir. Emoi général, enthousiasme. Le prince mégalomane de retour à peine un an après son dernier raid à Bercy. Que va-t-il nous faire cette fois-ci ?

Du grand, du beau, et des surprises un peu attendues. Le bloc scénique n'est pas de tout repos, animé comme une maquette d'architecte convertie en juke-box, un gîte de mariage truqué avec des pans de décor à la *West Side Story* où Prince fait semblant de s'engueuler avec sa première choriste, revêtue en tapineuse d'un manteau de fourrure (pour cette chaleur...), et de piquer une colère en aparté, sous un spot bleu. Pas pour longtemps. Solidement campé dans ses bottes à talons hauts, assez bois de Boulogne, il s'empoigne

au pantalon, tandis que, du sol, un lit monte par une trappe sur lequel il renverse la rebelle en yodiant.

On s'attend au pire, un peu plus tard, lorsqu'elle lui palpe le train, examine un instant son obscure échine. Mais non, on est en panne de souffle. Le prince est en léger retrait sur certaines fameuses prestations restées dans les mémoires, et on peut emmener paisiblement les enfants voir ses exhibitions débordantes.

Une verve dévastatrice

Il court, il se roule par terre (pas trop) et loupe trois paniers au basket. Mais réussit de superbes solos de guitare, ce qui est de beaucoup le plus intéressant. Il n'est pas grand (moins d'un mètre cinquante), pas gros — à peine plus lourd qu'un chat moult — mais il fait le maximum. Du neuf et du connu (*Kiss*, *Alphabet Street*, etc., y compris l'obligatoire *Purple Rain* en final) avec une verve dévastatrice et presque trop de générosité. Il aime le rock, le soul, le funk, il aime Dieu, il aime la France, il est le grand généraliste de ces vingt dernières années musicales et sans doute le précurseur des dix à venir.

Mais à trop donner, il en renverse parfois. Il arrive qu'on s'enquiquine au bout d'un long tunnel de jazz, d'autant que les miaulements du maître, si précis sur disque, sont victimes de l'acoustique funeste du palais qui broie souvent la musique en une purée violente. Le jeu des lumières, en revanche, est au-dessus de tout blâme.

Reste l'énergie magnifique d'un bébé hurleur à la Tex Avery, drôle, très sympathique, plein d'invention, qui, sous des torrents de fumée artificielle, donne sincèrement le meilleur de lui-même et est infiniment marrant le feu à toute la salle. On a vu de belles et grandes choses récemment à Paris, on n'a pas vu mieux.

MICHEL BRAUDEAU.

THÉÂTRE

La saison 1988-1989 à Bobigny

Paris-Moscou via Berlin

René Gonzalez continue dans la banlieue est de Paris, à la tête de la Maison de la culture de Bobigny, une politique artistique audacieuse qui lui vaut désormais de figurer parmi les centres dramatiques les plus importants dans l'Hexagone.

Comme au Théâtre national de Chaillot, l'Union soviétique aura l'an prochain la part belle : le Théâtre expérimental d'art dramatique de Moscou présentera *Cosmos*, de Victor Slavine, dans une mise en scène d'Anatoli Vassiliev (du 6 au 19 décembre), le Théâtre Pouchkine de Moscou interprétera la *Salle numéro 6*, de Tchekhov, dans une mise en scène de Yuri Yermolov (du 2 au 19 décembre), le Théâtre géorgien donnera *Don Juan*, de Molière, dans une mise en scène de Mikhaïl Tumanishvili (du 28 février au 12 mars) et le Théâtre de marionnettes de Tbilissi présentera son dernier spectacle mis en scène par Reno Galvazidze.

Joël Jouanneau mettra en scène *Minetti*, de Thomas Bernhard, avec David Warlow et Marie Guitier (du 11 octobre au 13 novembre, coproduction du Festival d'automne). Jean-Louis Hourdin présentera *Le Monde d'Albert Cohen* (du 17 janvier au 16 février) : le cinéaste Paul Vecchiali créera l'un de ses textes, *Poussières*, avec Panchou (du 26 janvier au 26 février), tandis que Coline Serreau mettra en scène *La Belle à vie*, qu'elle a elle-même écrit. L'un des succès de la saison passée, le *Cid*, dans la mise en scène de Gérard Desbarthes, sera repris en ouverture de la saison (du 27 septembre au 9 octobre).

La Maison de la culture présentera deux spectacles hors de ses murs : *Simplement compliqué*, de Thomas Bernhard, dans une mise en scène de Christian Collin (du 27 septembre au 30 octobre à l'Auditorium-Louis-Jouvet) et *Machiavel*, un texte et une mise en scène de Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret (du 18 avril au 14 mai, au Théâtre de la Bastille).

Deux spectacles venus de l'étranger seront invités, au début de 1989, dans la grande salle : la *Tragédie du vengeur*, de Cyril Tournier, dans une mise en scène de Philippe van Kessel (du 24 janvier au 26 février) et *Forest*, de Bob Wilson, sur une musique de David

Byrne, avec David Bennett (mars, sous réserve).

Trois sections parallèles complèteront ce programme : *Soufflé, jeté, battu*, spectacle qui associera le Belge Jan Fabre, Carolyn Carlson, Michel Portal et d'autres encore ; *Temps de soirée*, une série axée sur la musique avec Paata Burchichouladze, Margaret Price, Monserat Caballé et la présentation de l'opéra de Mozart le *Directeur de théâtre*, dans une mise en scène de Bruno Boven et *Cabaret, café de minuit*, trois récitals dont celui d'Ute Lemper avec des œuvres de Kurt Weill et Bertolt Brecht (du 18 au 22 octobre).

O. S.
* Abonnements de 150 F à 420 F. Renseignements et réservations : Maison de la culture de Bobigny, 1, boulevard Léonin, BP 71, 93300 Bobigny centre ville. Tél. : 48-31-11-45.

Théâtre de l'Europe et Comédie-Française

La saison du Théâtre de l'Europe s'est achevée sur le triomphe du spectacle mis en scène par Konchalowski, la *Mouette* de Tchekov, qui sera repris en début de saison, c'est-à-dire au mois de mars 1989. En effet, l'an dernier, François Létour, alors ministre de la culture et de la communication, avait accordé la direction de l'Odéon à l'administrateur de la Comédie-Française, Jean Le Poulain. La salle restait de mars à juin à la disposition de Giorgio Strehler, directeur du Théâtre de l'Europe.

Giorgio Strehler souhaite revoir les termes de cet arrangement et a rencontré Antoine Vitez, successeur de Jean Le Poulain. Les deux hommes se connaissent, s'estiment, parlent le même langage. On peut imaginer qu'ils n'auront pas trop de difficultés à trouver un terrain d'entente pour une collaboration entre la Comédie-Française et le Théâtre de l'Europe.

« Nous chercherons comment travailler ensemble », a déclaré Giorgio Strehler, peut-être pas de façon systématique, mais en mettant en œuvre des projets communs.

C. G.

Culture

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Centre national des arts

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE TRANSAMOUR Au Boc l'is (42-96-29-55) (sam. 23 h 30, dim. 22 h 15).

LE CARREFOUR DES TROIS Bouillards (42-71-30-20).

LE CHANGEMENT 20 h 30 : DIELU QUIL EST TARDIEU, 18 h 30, Roseau Théâtre (42-71-30-20).

GILLES BUTIN Point-Vert (42-78-67-03) (sam., dim.), 18 h 30.

LES APPARENCES SONT TROMPEUSES Montreuil, salle Bartholomée (48-58-65-33) (sam.), 20 h 30 ; dim., 16 h.

L'ILE DES ESCLAVES Th. de verdure du jardin Shakespeare (42-71-44-06). Uniquement les samedis et dimanches à 15 h.

Les autres salles

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (45-89-43-22). La Colonne : 20 h 30.

BEKRY (45-57-51-55). Potom : 18 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Si jamais je te pince : 18 h et 21 h, dim., 15 h 30.

CARÉ DE LA GARE (42-78-52-51). 20 h 15 : Samedi.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vous... la palme L. : 21 h, dim., 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire Folies : 19 h 30 et 21 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Jeu de l'Amour et du Hasard suivi par Le Jeu de la Mort : 20 h 30, dim., 20 h 30. Le Jeu précédé de Le Jeu de la Mort : 20 h 30, dim., 20 h 30.

l'Amour et du Hasard : 20 h 30, dim., 20 h 30. D. Dim. Le Bourgeois gentilhomme : 14 h.

CHYPRE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Bérénice : 20 h 30, dim., 17 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas : 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h.

ESPACE ACTEUR (42-23-90-90). Le Prince travesti l'ivoire Festival de la butte Montmartre : 21 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La Montre : 20 h 30, dim., 19 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Chant dans la nuit : 15 h, dim., 15 h, mer., ven., 18 h 30. Concours de circonstances : 18 h et 21 h.

GUCHET MONTMARTRE (43-27-84-41). La Bonne Époque : 20 h 30.

HOTEL DE LA MONNAIE (SALLE DUPEUX) (40-46-36-66). L'Épreuve : 20 h 30. A qui rêvent les jeunes filles ? : 22 h 15.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

JARDIN SHAKESPEARE (42-71-44-06). Sam. et dim., à 15 h : l'île des esclaves.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Voyage autour de ma chambre : 19 h 30. Trois voyageurs regardent un lever de Soleil : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h, dim., 15 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Rien d'épique autour des orléans, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Pichon : 21 h 45.

LE PROLOGUE (45-78-33-15). Si on fait le noir juste une minute : 18 h 30 et 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (44-54-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nour. Théo et Vincent van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. La Ronde : 21 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Une bouteille à la mer : 18 h 30. Il y a des alouettes qui pillent le cœur des femmes : 20 h 30.

Samedi 9 - Dimanche 10 juillet

MATHURINS (42-65-90-00). Les Mystères du confessionnal : 18 h et 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Frisette : 15 h, mer., ven., 18 h, dim., 18 h 30.

MICHEL (42-65-35-02). Pjama pour six : 18 h 30 et 21 h 30.

MICHOÏÈRE (47-42-95-23). Ma consigne de Versaille : 17 h 30 et 21 h.

MONTMARTRE (43-22-77-74). Le Secret : 18 h et 21 h 15.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Le Journal d'un curé de campagne : 21 h, dim., 15 h.

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (43-53-75-23). Buffon cité jardin : 16 h et 18 h, mer., ven., dim., 16 h, jeu., 14 h et 15 h.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). La Grande Staircase : 18 h 30 et 21 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). La Force de l'âge : 18 h, dim. (dernière) 18 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Exercices de style : 17 h 30 et 20 h 45.

PAIS ROYAL (42-97-59-81). Avant : 20 h 30, dim., 15 h.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle L. Pour l'Amour de Marie Salot : 21 h.

PORTAINE (42-61-44-16). Fric-Frac : 20 h 30, dim., 15 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Fin de la comédie : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45, dim., 15 h.

THÉÂTRE DE DEUX HEURES (42-64-35-90). Va donc mettre au lit les rats : 18 h 30. Enfin Bérénice : 20 h 30, dim., 16 h 22. Va donc mettre au lit les rats : 18 h 30, dim., 16 h 22.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Étranger : 20 h 30. L'Enfer des jours : 22 h. Salle L. Les Barmes : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barbelé : 18 h 30. Mr. Banal : 20 h 15.

TOURTOUR (48-87-33-82). La Voix humaine : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Guilty, pièces en un acte : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Savant du lit : 20 h 30, dim., 15 h.

ÉGLISE DES BILLETTES. Nicolas Jaspard, 10 h, dim. Orgue. Œuvres de Bach. Entrée libre.

ÉGLISE DE LA MADELEINE (39-61-12-03). Cyrill Schmiedlin, 16 h, dim. Récital d'orgue. Œuvres de Franck, Vierne, Martin. Entrée libre.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (42-23-55-20). Philharmonie de chambre, 21 h, sam., dim. Dir. Roland Donat. Œuvres de Mozart, Pachelbel, Albinetti. Entrée libre.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE. Les Trompettes de Versailles, 21 h, sam., 17 h, dim. Œuvres de Mouret, Haendel, Lully.

ÉGLISE SAINT-MERRE. City of the Belles Youth Orchestra, 16 h, dim., 16 h, sam., 16 h, dim. Œuvres de Elgar, Strauss, Haydn, Haendel. Entrée libre.

Simon Schenker, 21 h, sam. Récital de guit. Œuvres de Albini, Giuliani, Tarrega, Lagan. Entrée libre.

MUSÉE D'ORSAY (40-49-43-14). Hélène Jossand, Olivier Robert, 18 h 30, jeu. Mezzo soprano, piano. Œuvres de Berlioz, Mahler, Massenet, Strauss. Entrée libre. Amick Charbonnet, Benoît Dauterive. Tous les dim., 16 h. Piano. E. Conquer (vi), E. Watelle (cello). Garderie.

NOTRE-DAME DE PARIS. Herbert Baumann, 17 h 45, dim. Orgue. Œuvres de Marchand, Debussy, Franck, Beethoven. Entrée libre.

SQUARE VIOLETTE. Pavillon chromatique. 15 h, sam., dim. Exposition musicale d'après des œuvres de Ravel, Bach, Gounod.

THÉÂTRE FONTAINE (48-74-74-00). Ensemble instrumental La Bruyère. 15 h 30, dim. Œuvres de Beethoven, Mozart.

Opéras

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Faust, 19 h 30, sam. Opéra en cinq actes de Charles Gounod, livret de J. Barbier et M. Carré. Mise en scène J. Lavielle, dir. musicale A. Lombard, avec A. Cupido, J.-P. Coeuris, D. Savière, B. Schenck.

THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE. Il Guadiano d'après 17 h, sam., dim. Opéra burlesque de Haendel, par la compagnie Deaux-Daumas. Mise en scène Christian Daumas. Musique de Daniel Lohrke, ensemble instrumental franco-polonais. Avec R. Aklyana (soprano), J.-C. Kock (ténor), L. Naouri (baryton).

Région parisienne

MEAUX (64-34-25-11). Meaux en marche vers le futur : 22 h 30.

MONTREUIL (SALLE BERTHELOT) (48-58-65-33). Les Apparences sont trompeuses sans d'essai : 20 h 30, dim., 16 h.

VERAILLES (PARC DU CHATEAU VASSIN DE NEPTUNE) (39-50-36-22). Grand Fête de nuit de Versailles : 22 h 15.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) **SAMEDI**
Jacqueline (1918), d'Abel Gance, 15 h ; L'Ange bleu (1930, v.o.), de Joseph von Sternberg, 17 h 30 ; Champagne (1928), d'Alfred Hitchcock, 19 h 30 ; World You Believe In (1929, v.o.), de Walter Forde, 21 h 15.

DIMANCHE
La Fille de l'eau (1927), de Jean Renoir, 15 h ; Scènes (1946, v.o.), de Vittorio Sica, 17 h ; Elvira Calling (1930, v.o.), d'Alfred Hitchcock, 19 h 30 ; Le Capitaine Charlot, Jack Hulbert, Paul Murray, 19 h ; Harmony Heaven (1930, v.o.), de Thomas Bentley, 21 h.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29) **SAMEDI**
Le cinéma français des années cinquante : Le Dos au mur (1957), d'Edouard Molinaro, 14 h 30 ; Notre-Dame, cathédrale de Paris (1977), de Georges Frantz, 17 h 30 ; Paris nous appartient (1960), de Jacques Rivette, 20 h 30.

DIMANCHE
Le cinéma français des années cinquante : La Vache et le Prisonnier (1959), d'Henri Verneuil, 14 h 30 ; La Poésie couronnée (1954), d'Agnes Varda, 17 h 30 ; En affluant les marguerites (1956), de Marc Allégret, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30) **SAMEDI**
De Barbès à Montmartre. Actualités et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

DIMANCHE
De Barbès à Montmartre. Amours et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

DIMANCHE
De Barbès à Montmartre. Amours et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

DIMANCHE
De Barbès à Montmartre. Amours et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

DIMANCHE
De Barbès à Montmartre. Amours et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

DIMANCHE
De Barbès à Montmartre. Amours et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

DIMANCHE
De Barbès à Montmartre. Amours et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

DIMANCHE
De Barbès à Montmartre. Amours et Galeries à Montmartre. C'était un rendez-vous (1976), de Claude Lelouch, la Nuit des cabarets (1951), de R. Alexander, les Amants de minuit (1952, v.o.), de R. Riché, 14 h 30 ; Le Mal de vivre : Bande annonce : Le Grain de sable (1982), de Pierre Métré, Paris par vingt ans après (1984) de Philippe Venet, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordal, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30 ; La Vie à l'envers (1964), d'Alain Jessu, 16 h 30 ; Milieu montmartrois : Bande annonce : Bob le flambeur (1956), de Jean-Pierre Melville, Touchez pas au grésbi (1954), de Jacques Becker, 18 h 30 ; Montmartre Cité des artistes : Montmartre, la Cité des artistes (1980), d'Hugues Burin

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Saint-Michel, 9 (43-26-79-17).

DE BRUIT ET DE FUREUR (Fr.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-60) ; v.f. : Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-87-35-43).

ECLAIR DE LUNE (A. v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97).

EDDIE MURPHY SHOW (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

EL DORADO (Esp., v.o.) : Latina, 8 (42-78-47-89).

EMPIRE DU SOLEIL (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE... EN URSS (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-41-28-80).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Clary Palcos, 5 (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (45-62-58-00) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

LES FEUX DE LA NUIT (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; UGC Emirage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44).

FLIC OU ZOMBIE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (45-39-32-43) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gamba, 20 (46-36-10-96).

FRANTIC (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Biennale Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

GÉNÉRATION (Fr.) : L'Entrept, 16 (45-43-61-63).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champagnes, 6 (45-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Convention Saint-Charles, 12 (45-73-30-00) ; Images, 18 (45-22-47-84) ; La Gamba, 20 (46-36-10-96).

EMMANUELLE 6 (Fr., v.o.) : Film français de Bruno Zinneon : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-87-35-43) ; Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-06-06) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Trois Secrétaires, 19 (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (45-74-94-94).

LIASSON FATALE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-37-34).

MANTACOP (A., v.o.) : UGC Normandie, 12 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (45-74-94-94).

MATADOR (Esp., v.o.) : Studio 43, 9 (47-04-30-40).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; v.f. : Convention Saint-Charles, 12 (45-73-30-00).

LA MÉRIDIENNE (Suisse) : UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

MILAGRO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-19-08) ; Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

MON PÈRE C'EST MOI (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

L'ŒUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).

POWAQATSI (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

POLICE ACADEMY 5 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette Ble, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-32-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gamba, 20 (46-36-10-96).

LES PRÉDATEURS DE LA NUIT (Fr.) : Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-06-06) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

PUBLIC VOIR (Fr.) : Cité Beaubourg, 3 (42-71-52-30) ; Utopia Champagnes, 6 (43-26-84-65) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Sept Parussiens, 14 (43-30-35-20).

LES PYRAMIDES BLEUES (Fr.-Mex.) : Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-87-35-43) ; L'Entrept, 16 (45-43-61-63).

LE QUATRIÈME PROTOCOLE (Brit., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Cinesha, 6 (46-33-10-82).

SEPTEMBRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

LA SORCIÈRE (It.-Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; UGC Champ-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Trois Parussiens, 14 (43-30-35-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (45-73-30-00) ; Fauvette Ble, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

THE GATE (Can., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; UGC Emirage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Maxville, 9 (47-70-72-86) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 12 (45-73-30-00) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

THE KITCHEN TOTO (A., v.o.) : Sept Parussiens, 14 (43-30-35-20).

LES FILMS NOUVEAUX

DOUBLE DÉTENTE. Film américain de Walter Hill, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Convention Saint-Charles, 12 (45-73-30-00) ; Images, 18 (45-22-47-84) ; La Gamba, 20 (46-36-10-96).

EMMANUELLE 6 (Fr., v.o.) : Film français de Bruno Zinneon : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-87-35-43) ; Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-06-06) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Trois Secrétaires, 19 (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (45-74-94-94).

LIASSON FATALE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-37-34).

MANTACOP (A., v.o.) : UGC Normandie, 12 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (45-74-94-94).

MATADOR (Esp., v.o.) : Studio 43, 9 (47-04-30-40).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; v.f. : Convention Saint-Charles, 12 (45-73-30-00).

LA MÉRIDIENNE (Suisse) : UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

MILAGRO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-19-08) ; Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

MON PÈRE C'EST MOI (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : U

Chronologie

ÉTRANGER

1. - **RFA** : Une explosion dans la mine de lignite de Borken, près de Cassel, provoque la mort de cinquante et un mineurs. Six rescapés sont retrouvés le 4 par les sauveteurs (du 3 au 7 et 14).

2-3. - **ÉTATS-UNIS** - **GRANDE-BRETAGNE** : M. Reagan, de retour de Moscou, fait escale à Londres, où il dresse un bilan positif de ses entretiens avec M. Gorbatchev (du 3 au 6).

3. - **DANEMARK** : M. Poul Schlüter, premier ministre depuis 1982, forme un nouveau gouvernement minoritaire, où les conservateurs et les libéraux sont désormais associés aux radicaux, qui ont remplacé les chrétiens populaires et les centristes démocrates (2, 5-6 et 9).

3-7. - **ISRAËL** : La tournée proche-orientale de M. George Shultz, secrétaire d'État américain, le quatrième en quatre mois, ne permet pas d'ébranler l'opposition de M. Itzhak Shamir au plan de paix américain. Le soulèvement palestinien se poursuit les jours suivants dans les territoires occupés : des champs et des forêts sont incendiés ; des cibles israéliennes sont attaquées, non plus avec des pierres, mais avec des cocktails Molotov (du 5 au 9, du 12 au 22, 24, 26-27, 29 et 30).

6-9. - **URSS** : A Zagorsk, un concile de l'Eglise orthodoxe russe décide de renforcer les pouvoirs des prêtres sur les paroisses, au-dessus des autorités civiles locales. De nombreuses cérémonies marquent le millénaire de l'évangélisation de la Russie. Mgr Casaroli, secrétaire d'État du Vatican, y représente le pape, qui n'a pas été personnellement invité. Il est reçu, le 13, par M. Gorbatchev, auquel il remet un message de Jean-Paul II appelant à l'établissement de « certains contacts formels » entre l'URSS et le Vatican (du 2 au 13, 15, 16 et du 18 au 21).

7-9. - **SOMMET ARABE** : Seuls trois chefs d'État (Irak, Oman, Somalie) ne participent pas au quatrième sommet extraordinaire

de la Ligue arabe, réuni à Alger, à l'initiative du président Chadli, pour soutenir le soulèvement palestinien qui dure depuis six mois dans les territoires occupés par Israël. Les seize autres rois ou chefs d'État sont présents, ainsi que M. Yasser Arafat, dont l'OLP se voit conforté dans son rôle de « seul et légitime représentant palestinien, pour conduire la lutte jusqu'à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant » (du 7 au 11).

10. - **CONJONCTURE** : L'OCDE dresse un « bulletin de santé » relativement satisfaisant de la situation économique des pays industrialisés alors que son précédent rapport semestriel, en décembre 1987, prévoyait un sévère ralentissement de l'activité après le krach boursier d'octobre 1987 (2, 5-6, 11 et 16).

10. - **MAGHREB** : Les chefs d'État de l'Algérie, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie, réunis à Alger pour la première fois depuis les indépendances, décident de « mettre en œuvre les moyens de concrétiser le Grand Maghreb arabe ». La venue à Alger, après quinze années, du roi Hassan II, arrivé le 7 pour le sommet arabe, a confirmé la réconciliation algéro-marocaine. Le 28, l'Algérie et la Libye annoncent un « projet d'union » (4, du 7 au 13, 16, 24 et 30).

11. - **ITALIE** : Mort de Giuseppe Saragat, président de la République de 1964 à 1971 (12-13).

11-14. - **PÉTROLE** : Les treize ministres de l'OPEP, réunis à Vienne en conférence ordinaire, apparaissent très divisés. Ils ne parviennent qu'à reconduire pour six mois les plafonds de production, qui ne sont plus respectés par plusieurs pays membres. Les cours du pétrole, autour de 15 dollars le baril depuis mars, sont à la fin du mois 5 dollars au-dessous du prix officiel de 10 dollars (12-13, 14 et 16/VI, 2/VII).

13. - **CEE** : Les ministres des finances des Douze adoptent une

Juin 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

directive instaurant la libération complète des mouvements de capitaux dès juillet 1990 pour huit pays, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce bénéficiant pour leur part d'un délai jusqu'à la fin 1992. Apparaissant, une harmonisation de la fiscalité de l'épargne est prévue (7, 15 et 24).

13. - **URSS** : La réhabilitation judiciaire de plusieurs dirigeants, dont Zinoviev et Kamenev, condamnés puis exécutés pendant les purges staliniennes de 1936-1937, est annoncée à Moscou (15).

13-15. - **GRÈCE-TURQUIE** : M. Turgut Ozal effectue en Grèce la première visite officielle d'un chef de gouvernement turc depuis 1952. La coopération économique mais aussi la question chypriote et la délimitation des zones de souveraineté en mer Égée sont au centre des entretiens avec M. Andreas Papandreu (du 14 au 18 et 21).

15. - **CHINE** : Le dalaï-lama, de passage à Strasbourg, propose un régime d'association entre la Chine et le Tibet, qui laisserait à Pékin la responsabilité de la politique étrangère et de la défense (11, 15, 16, 17, 22, 24 et 26-27).

15. - **ESPAGNE** : Le premier vol du nouveau lanceur lourd européen Ariane-4 est un succès complet. Ariane-5 est prévu pour le lancement de soixante-dix fusées Ariane-4 en dix ans (5-6 et du 15 au 18).

15. - **ÉTATS-UNIS** : Le Français Philippe Poupon, à la barre du trimaran *Fluy-Michon-LX*, remporte la Transatlantique anglaise en

solitaire. Il rallie Plymouth à Newport en dix jours et neuf heures, battant de six jours le record de la traversée qu'il avait établi en 1984 (7, 11, 15, 17, 19-20 et 21).

15. - **IRLANDE DU NORD** : Six soldats britanniques sont tués à Lisburn lors d'un attentat revendiqué par l'IRA (17).

15. - **URSS** : Le Parlement arménien vote en faveur du rattachement du Haut-Karabakh à la République d'Arménie. Le Soviet suprême d'Azerbaïdjan s'y oppose. Le 17, les députés du Haut-Karabakh demandent alors, le 21, que leur région, où graves et manifestes se poursuivent, soit placée sous l'autorité de Moscou (11, 14, 15, 17, 19-20 et du 22 au 28/VI, 2/VII).

16. - **ÉTATS-UNIS** : Le président Reagan s'alarme de la grave sécheresse qui frappe les principaux États céréaliers américains (18, 19-20 et 25).

16. - **FRANCE-IRAN** : Les relations diplomatiques, rompues en juillet 1987, sont rétablies. Paris et Téhéran nomment le 23 leur ambassadeur (8, 16, 17, 18, 24 et 26-27).

19. - **HAÏTI** : Le général Henri Namphy, chef de l'armée limogé le 17, renverse le président Leslie Manigat, élu le 17 janvier lors d'un scrutin controversé. Le 20, il dissout le Parlement et forme un gouvernement militaire. Ce coup d'État est accueilli avec indifférence par la population (17, du 19 au 23, 25 et 28).

20. - **FRANCE** : Villeneuve-Saint-Georges, provoquant la catastrophe ferroviaire la plus meurtrière jamais survenue dans la capitale (du 29/VI au 2/VII).

20. - **M. Michel Rocard**, reconduit le 23 dans ses fonctions de premier ministre, forme un gouvernement marqué par une « double ouverture » : vers le centre et vers la « société civile ». Les principaux ministères conservent leurs titulaires. Sur 49 membres, dont 12 nouveaux, 26 sont PS, 3 MRG, 6 UDF, dont M. Jean-Pierre Soisson (commerce extérieur) et 14 « techniciens », dont l'académicien Alain Decaux et le professeur Léon Schwab, ministre délégué chargé, l'un de la francophonie et l'autre de la santé (25 et 30/VI, 1/VII).

29. - **M. Rocard** prononce devant l'Assemblée nationale une déclaration de politique générale qui est suivie d'un vote. Il place son action sous le signe d'un « nouvel espoir », évoquant les préoccupations de la vie quotidienne, avant de consacrer au « rêve » la fin de son intervention (1/VII).

29. - **Le docteur Jacques Benveniste** publie une étude tendant à montrer qu'une information biologique spécifique peut être transmise par l'eau a priori pure. Ce phénomène, qui pourrait bouleverser les conceptions sur la structure de la matière, est accueilli avec étonnement par les scientifiques (29-30/VI, 30/VI et 1/VII).

30. - **M. Bérégovoy** annonce que le taux de la TVA sur les boissons non alcoolisées sera ramené, le 8 juillet, de 18,6 % à 5,5 % (1^{er} et 2/VII).

30. - **Le bureau exécutif du PS** exprime le « trouble » des socialistes après l'entrée de barristes (MM. Rausch et Soisson) au gouvernement (du 30/VI au 4/VII).

30. - **Le conseil national de l'UDF** porte M. Giscard d'Estaing à la présidence de la confédération, qui se donne l'« ambition d'être le pivot de la prochaine alternance » (2/VII).

30. - **M. Barre**, invité de « Questions à domicile » sur TF1, critique M. Giscard d'Estaing et se dit prêt à former une coalition de gouvernement avec les socialistes sur la base d'un programme précis et négocié (2/VII).

30. - **La cour d'assises des Bouches-du-Rhône** condamne à la réclusion perpétuelle l'auteur et l'un des commanditaires de l'assassinat du juge Pierre Michel, le 21 octobre 1981, à Marseille (15 et du 17/VI au 4/VII).

30. - **Cinquante-six personnes** sont tuées dans la collision de deux trains de banlieue au troisième sous-sol de la gare de Lyon à Paris : le Melun-Paris, privé de freins, est venu percuter à 70 km/h une rame bondée, en partance pour

19. - **POLOGNE** : Les élections locales, que Solidarnosc avait appelé à boycotter, sont marquées par une faible participation (55 %) du taux de participation (2, 15, 16, 17, 21, 22 et 24).

19-21. - **SOMMET DE TORONTO** : L'allégement de la dette des pays les plus pauvres et la réduction des subventions agricoles sont au centre du quatorzième sommet des sept principales démocraties industrielles, réuni à Toronto. La déclaration économique se félicite de la croissance plus forte que prévue. L'optimisme des Sept gagne les marchés financiers : le dollar se redresse, passant à Paris, le 23, la barre des 6 F, tandis qu'à la Bourse de New-York l'indice Dow Jones remonte jusqu'à 2 152, le 22. Le dollar atteignant, le 27, 1,82 DM, 131 yens et 6,16 F, les banques centrales interviennent, le 28, pour freiner cette hausse, et la Bundesbank, en relevant, le 30, son taux d'escompte de 2,5 % à 3 %, donne le signal d'un accroissement général des taux en Europe, sauf en France (du 18/VI au 4/VII).

21. - **BRESIL** : Les banques commerciales crédières du Brésil lui accordent un rééchelonnement de 61,5 des 121,5 milliards de dollars de sa dette extérieure, ainsi que 5,2 milliards de nouveaux crédits (2, 23 et 24).

21. - **FRANCE-ALGÉRIE** : Une convention franco-algérienne est signée à Alger par M^{me} Georgina Dufouix, ministre de la famille, afin d'assurer la libre circulation des enfants de couples séparés (8, 22, 23 et 24).

21. - **ITALIE** : M. Achille Occhetto est élu secrétaire général du PCI. Il succède à M. Alessandro Natta, élu en juin 1984, qui avait démissionné le 13 après le recul communiste aux élections administratives des 29 et 30 mai (1^{er}, 13, 22 et 23).

22. - **CEE** : Les ministres de l'Éducation des Douze approuvent une directive sur la reconnaissance mutuelle des diplômes acquis après trois années d'études supérieures (23 et 24).

22. - **VIETNAM** : M. Do Muoi est nommé premier ministre. Il passe pour plus conservateur en matière économique que M. Vo Van Kiet, qui assurait l'intérim depuis la mort de Pham Hung, le 10 mars (23).

23. - **GRANDE-BRETAGNE** : Le groupe suisse Nestlé rachète pour 26 milliards de francs le chocolatier et confiseur britannique Rowntree, après deux mois de bataille boursière avec un autre groupe suisse, Jacobs Suchard. Pour empêcher la prise de contrôle de Rowntree, la direction de l'entreprise avait demandé en vain au gouvernement de M^{me} Thatcher d'intervenir (27 et 28/VI, 15, 17, 24, 25 et 26-27).

23-27. - **VATICAN-AUTRICHE** : Le voyage de Jean-Paul II en Autriche suscite des controverses, en raison de ses rencontres avec le président Waldheim et de son refus d'évoquer le caractère spécifiquement juif du génocide, lors de sa visite au camp de concentration de Mauthausen (2, du 24 au 28 et 30).

24. - **BELGIQUE** : M. Carlo De Benedetti cède à Suez et à ses alliés belges 31 % des 47 % d'actions de la Société générale de Belgique qu'il détenait depuis la bataille boursière de début de l'année. En contrepartie, l'homme d'affaires italien devient vice-président du groupe belge et obtient 4 % du capital de Suez. Cet accord permet à Suez de prendre seul le contrôle de la SGB (du 22 au 27).

25. - **AFRIQUE** : Les seize pays membres de la Communauté des

Etats de l'Afrique de l'Ouest décident de traiter comme « crimes » les apports de déchets industriels, après plusieurs révolutions de trafics en provenance de nations industrielles (5-6, 11, 16, 26-27 et 28).

25. - **IRAN-IRAK** : L'armée irakienne reconquiert les îles Majoun occupées depuis février 1984 par les forces iraniennes (4, 5-6, 8, 14, 15, 16, 21, 22 et du 24 au 28/VI, 2/VII).

25. - **ISLANDE** : M^{me} Vigdís Finnbogadóttir, chef de l'État depuis 1980, est réélu avec 92,7 % des voix (25 et 28).

25. - **RFA** : Les Pays-Bas remportent le championnat d'Europe des nations de football en battant l'URSS en finale à Munich. Les incidents provoqués par des hooligans anglais ont perturbé la première partie du tournoi (du 11 au 25 et 28).

26. - **SUISSE** : Mort du théologien catholique Hans-Urs von Balthasar (28).

27. - **HONGRIE-ROUMANIE** : Cinquante mille personnes manifestent à Budapest contre la politique d'assimilation forcée de la minorité hongroise en Transylvanie roumaine (17, 24 et du 29/VI au 4/VII).

27. - **LIBAN** : Le camp palestinien de Chatila, à l'entrée sud de Beyrouth, tombe aux mains des dissidents pro-Syrie. Les partisans de M. Arafat sont évacués vers Salda après deux mois de combats qui ont fait près de cent morts (14, 18, 24 et du 26 au 30).

27-28. - **CEE** : Au conseil européen de Hanovre, les Douze se donnent un an pour préparer l'union monétaire. Ils se félicitent des progrès de la construction européenne accomplis pendant les six mois de présidence allemande et reconduisent M. Jacques Delors à la tête de la Commission pour deux ans (du 25 au 30).

28. - **URSS** : A l'ouverture de la dix-neuvième conférence nationale du PC, qui réunit cinq mille délégués à Moscou pour la première fois depuis 1941, M. Mikhaïl Gorbatchev propose de profonds changements constitutionnels, dont l'institution d'une fonction présidentielle : le chef de l'État serait élu à bulletin secret par un nouveau congrès des députés, qui deviendrait l'organe suprême de l'État. Pendant quatre jours, les délégués se succèdent à la tribune pour critiquer ou approuver les réformes, avec une grande liberté de ton (5-6, 7, 14, 18, 21, 22, 23 et à partir du 28).

30. - **CAMBODGE** : Alors que Moscou et Pékin s'efforcent de favoriser un règlement pacifique du conflit, le commandement militaire vietnamien est rapatrié au Vietnam. Hanoi évalue à 13 000 le nombre de ses soldats retirés du Cambodge en 1988, et à 25 000 ses pertes de 1980 à 1987 (10, 11, 15, 18, 21, 22, 25 et 29/VI, 1^{er} et 2/VII).

30. - **NICARAGUA** : Le président Ortega annonce une nouvelle prorogation du cessez-le-feu après l'échec des négociations avec la Contra, du 7 au 9, à Managua (du 7 au 11 et 17/VI, 2/VII).

30. - **RELIGION** : Mgr Marcel Lefebvre, fondateur en 1970 de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, ordonne quatre évêques au séminaire traditionaliste d'Ecône (Suisse). Les objections du pape et de ses pairs ont pas fait renoncer Mgr Lefebvre à cette « opération de survie de la tradition », qui entraîne son excommunication ainsi que celle des évêques consacrés et provoque un schisme dans l'Eglise catholique, le premier depuis 1870 (15, 17, 18, 21, 23 et du 29/VI au 5/VII).

CULTURE

11. - Plus d'une centaine de chanteurs et de musiciens participent, au stade de Wembley, à Londres, à un concert en hommage à Nelson Mandela pour son soixante-dixième anniversaire et ses vingt-cinq ans d'emprisonnement en Afrique du Sud. Soixante-douze mille personnes assistent à l'événement qui est retransmis par dix-sept chaînes de télévision dans le monde (5-6, 12-13 et 14).

13. - Création mondiale, à l'Opéra de Paris, de la *Céléstine* de Maurice Ohana, d'après Fernando de Rojas, dans une mise en scène de Jorge Lavelli (9 et 15).

15. - Le conseil des ministres nomme Antoine Vitez administrateur général de la Comédie-Française et Jérôme Savary pour le remplacer à la direction du Théâtre national de Chaillot (16, 17 et 24/VI, 2/VII).

16. - L'écrivain Pierre-Jean Remy, pseudonyme du diplomate Jean-Pierre Angremy, est élu à l'Académie française au fauteuil de Georges Dumézil (17 et 18).

18. - Le concert de SOS-Racisme, diffusé par satellite à

New-York, Dakar et Paris, rassemble trois cent mille personnes sur l'esplanade du château de Vincennes. Des dizaines de chanteurs français, africains, antillais ou maghrébins, mais aussi Johnny Clegg et Bruce Springsteen, y participent (du 18 au 21).

19. - Bruce Springsteen, à l'hippodrome de Vincennes, ouvre une série de concerts de rock géants : il rassemble soixante mille personnes, tandis que le groupe Pink Floyd, à Versailles, les 21 et 22, en réunit cent soixante mille et Michael Jackson cent vingt mille, les 27 et 28, au parc des Princes (12-13, 19-20, 21 et 29/VI, 2/VII).

26. - La diffusion sur la « 5 » d'une version « colorisée » du film en noir et blanc de John Huston, *Quand la ville dort*, est interdite par la justice, saisie par les héritiers du réalisateur, après une vive polémique autour du droit moral de l'auteur (12-13, 17, 19-20 et du 25 au 28).

30. - Le Centre Georges-Pompidou consacre une série d'expositions aux « Années 50 » (30/VI et 6/VII).

Remodelage dans l'industrie

La Financière Agache et Caillet

les principaux actionnaires de Louis Vuitton

La Financière Agache et Caillet, qui détient 40 % des actions de Louis Vuitton, a annoncé qu'elle allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à la Financière Agache et Caillet environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à la Financière Agache et Caillet environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Des problèmes médicaux

Des problèmes médicaux ont été constatés chez des personnes qui ont participé à la manifestation de la semaine dernière. Les médecins ont constaté que certaines personnes ont des problèmes de santé, notamment des problèmes de circulation sanguine. Les médecins ont constaté que certaines personnes ont des problèmes de santé, notamment des problèmes de circulation sanguine.

Bernard Arnault : les marches du podium

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Bernard Arnault, patron de L'Oréal, a annoncé qu'il allait racheter 10 % de la société à la fin de l'année. Cette opération, qui coûtera à Bernard Arnault environ 100 millions de francs, permettra à la société de racheter 10 % de la société à la fin de l'année.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

LES bulles de champagne qui pétillent dans une flûte de cristal illustrent parfaitement cette semaine qui a vécu au rythme des fluctuations des cours de Louis Vuitton-Moët Hennessy (LVMH), le numéro un français du luxe. Vendredi, toutefois, cette coupe était dégoûtée avec une certaine amertume par des boursiers troublés par la tenue du marché. Certes la progression au terme de ces cinq séances reste très honorable puisqu'elle s'élève à 2,5 %. Mais la hausse s'est ralentie au fil des jours à mesure que l'indice CAC s'approchait du niveau atteint avant le krach d'octobre 1987. Vendredi l'indice frôlait un peu plus la barre des 369,6, se situant à moins de 0,20 % du niveau précédent. Arrivera-t-il dans les huit jours qui viennent à effacer définitivement les séquelles de la crise d'octobre ? Personne ne l'affirme, tout en l'espérant et en indiquant que de toute façon le « lundi noir » (19 octobre 1987) n'est déjà plus dans les esprits qu'un lointain souvenir.

Cependant les pessimistes indiquent que graphiquement l'indice CAC rencontre un « seuil de résistance » à 370. Il ne pourra être franchi qu'avec un volume d'activité soutenu. Si ces conditions ne sont pas remplies, le marché sera contraint de stagner, voire de baisser. « Pas du tout », prédisent les plus optimistes. La politique de baisse des taux d'intérêt qui s'est poursuivie vendredi avec la diminution du taux d'intervention de la Banque de France et les rachats d'obligations ont tant de conséquences favorables à une « hausse d'idée ». Ils se gardent néanmoins d'en donner l'impulsion et la durée.

Après plus de 30 % de hausse en six mois, la place parisienne a donc marqué une pause cette semaine pour, comme le disent les professionnels, « consolider ses positions ». Durant cinq séances, l'indicateur de tendance a évolué entre un plus haut de 1,08 % (mercredi) et un repli maximal de -0,01 % (vendredi). Ce calme ne doit pas masquer pour autant la frénésie qui s'est emparée de nombreux titres. LVMH et Havas sont à eux deux les symboles de l'évolution future des rendements de participations : le premier continuant la nécessaire d'internationalisation, le second laissant apparaître l'éclatement des « noyaux durs » mis en place lors des privatisations.

Les « noyaux durs » éclatés

« Le problème des grands groupes français reste leur internationalisation », confiait un banquier pour expliquer l'opération de participations croisées réalisée par le numéro un français du luxe LVMH et par le britannique Guinness. Au terme de plusieurs semaines de suspense, le mouvement s'est finalement enclenché sur les échanges du titre LVMH. Dès lundi, plus de 2 % du capital changeait de mains et la tendance allait s'accroître jusqu'à

Amer champagne

vendredi, date de suspension des cotations de l'action, tout comme celles du groupe de Bernard Arnault (Financière Agache, Arnault et Associés et Boussac Saint-Frères). Le jeune président de l'ancien groupe Wiltot ne rêvait être alors l'acquéreur mystérieux. Au terme de longues discussions, associé au britannique Guinness par l'intermédiaire d'une filiale commune qu'il contrôle à 60 %, il possède désormais près de 24 % des actions de LVMH. M. Bernard Arnault et Guinness deviennent ensemble le premier actionnaire devant les familles, celles de la branche Vuitton ayant 21 % et celles des Hennessy 13 %. L'accord prévoit aussi l'entrée de LVMH à hauteur de 10 % dans le capital du britannique Guinness. Une manière de resserrer les liens entre les deux firmes, qui ont déjà depuis mai 1987 un réseau de distribution mondial commun. « L'arrivée imprévue de Bernard Arnault, qui souhaite faire de la Financière Agache un grand du luxe, a accéléré les discussions », reconnaissent, satisfait, un autre banquier.

De l'huile au papier

L'offensive sur l'Agence Havas a elle aussi subitement éclaté au grand jour cette semaine. Après avoir acheté discrètement en Bourse 5 % du capital du groupe de communication, le Britannique Robert Maxwell envisage de reprendre les 5 % détenus par la Société générale de Belgique. Si l'opération aboutissait, le magnat de la presse britannique pourrait ébranler le noyau dur d'actionnaires mis en place lors de la privatisation. Les achats étaient encore très importants vendredi à la Bourse et beaucoup d'investisseurs observaient avec intérêt le processus pour s'en inspirer. Une des prochaines cibles serait la CGE. Les échanges sont extrêmement fournis et les acheteurs seraient essentiellement anglo-saxons. Une autre privatisée ne distinguait mais dans un domaine très différent. Saint-Gobain procédait jeudi à l'attribution gratuite de titres, conformément aux règles prévues lors de sa mise sur le marché par le gouvernement. Après dix-huit mois de cotation, les porteurs se sont vu attribuer une action pour dix possédées. Paribas sera la deuxième à effectuer une opération analogue, le 5 septembre prochain. N'ayant pu servir dix titres par personne, devant l'afflux de demandes et ayant réduit l'offre à quatre, la banque de la rue d'Assas devrait théoriquement attribuer quatre dixièmes d'action gratuite. Pour éviter ce genre de difficultés, elle pourrait se tourner vers un versement en espèces.

Semaine du 2 au 8 juillet

La surprise est venue ensuite de Saint-Louis. Le groupe de M. Bernard Dumont, qui s'était fait déposséder de Lésieur par l'italien Ferruzzi à la suite du krach, a, comme il l'avait annoncé, amorcé un redéploiement spectaculaire. Le sucrier s'intéresse au papier. Pour cela, il a jeté son dévolu sur l'une des valeurs préférées des boursiers, Arjomari Prioux, dont il prend 30 %. Ce groupe papeterier s'était lui-même distingué à la fin du mois de juin en se lançant à la rescousse d'un de ses confrères, Guérinard Voiron. Pour le sauver d'un rachat éventuel par un groupe étranger, vraisemblablement koweïtien, il avait alors lancé une OPA. Les modalités de l'offre d'achat ont été officiellement présentées vendredi. Elle sera désormais réalisée conjointement avec Saint-Louis. Le prix fixé est de 500 F par action pour un dernier cours de 364 F. Les actionnaires pourront, s'ils le préfèrent, procéder à un échange en apportant 23 titres contre 5 Arjomari. L'apport se fera jusqu'au 11 août.

Ces rapprochements se font de manière amicale, ce qui ne semble pas le cas dans l'OPA qu'a lancée le même jour, le 30 juin, GTI sur la firme de transports Citram. Cette filiale de la Navigation mixte, initiateur de l'offre d'achat, se heurterait au principal actionnaire de Citram : Transcat. La firme du groupe de la Caisse des dépôts développerait pourtant dans les jours prochains lancer une contre-offensive.

La suspense dure toujours dans la bataille que se livrent deux britanniques, Thorn Emi et Emess, pour la prise de contrôle d'Holophane, ce fabricant français de verre pour l'éclairage. La Société des bourses françaises a décidé de prolonger jusqu'au 13 juillet l'offre de Thorn Emi. Ce jour-là, sera rendu l'arrêt de la cour d'appel de Paris, suite à la plainte déposée par Emess lorsque sa contre-proposition de rachat a été repoussée. D'autre part, les résultats de l'OPA lancée par les chimistes néerlandais Akzo et allemand Kali sur l'Europécène de soufres industriels ont été publiés. Plus de 67 % des actions ont été apportées à l'offre.

Enfin, profitant de l'engouement de la Bourse pour les RES (reprises de l'entreprise par les salariés), la Financière Waelles en a profité pour accéder au second marché. Cette vingt-troisième introduction de l'année s'est révélée être un succès. La société, créée en 1986 pour assurer la reprise des Fonderies Waelles, par ses employés, a vu ses titres très convoités. La demande a dépassé de quinze fois l'offre. Certes toutes ces introductions, ces rachats, ces regroupements et ces reclassements sont autant de bulles de champagne qui jaillissent de la place parisienne. Mais est-ce suffisant pour lui donner du bouquet ?

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Troublé

Semaine contrastée à Wall Street, où l'indice Dow Jones, qui avait enregistré le mardi 2150 mardis pour atteindre son plus haut niveau depuis le krach d'octobre, a terminé en baisse. Au lendemain d'un long week-end, lundi était férié en raison des fêtes de l'Indépendance, l'indice a été propulsé par les achats de début de trimestre des grandes institutions financières. Les prises de bénéfice ont effacé les gains mercredi en raison d'une remontée des taux d'intérêt obligataires, basée sur une forte progression des prix pétroliers. Ces derniers, qui s'étaient ramenés à la suite de la destruction d'un Airbus dans le Golfe, ont rebondi jeudi à l'annonce de l'incendie qui avait ravagé une plateforme en mer du Nord. Cette situation a accentué la crainte d'une reprise de l'inflation. La publication vendredi du chiffre du chômage de juin en baisse a aussi conforté cette hypothèse.

Indice Dow Jones du 8 juillet : 2 106,15 (contre 2 131,58).

	Cours 1 ^{er} juillet	Cours 8 juillet
Alcoa	52 5/8	52 3/4
Allegheny (ex-UAL)	97	97 1/4
AT&T	56 5/8	56 1/2
Bell	59	58 1/4
Chase Manhattan	29 3/4	29 5/8
De Pont de Nemours	92	88 7/8
Eastman Kodak	45 1/2	44 3/4
Exxon	44 5/8	44 5/8
Ford	52 3/4	52 3/4
General Electric	43 7/8	43 1/4
General Motors	79 3/8	77 3/4
Goodyear	52 1/4	51 1/4
IBM	126 5/8	126 3/8
ITT	51 7/8	52 1/2
Mobil Oil	43 3/8	44 3/8
Pfizer	51 5/8	50 7/8
Schlumberger	33 1/4	34 1/4
Texas	46 5/8	47 1/4
Union Carbide	22 5/8	22 1/8
USX	31 5/8	31 7/8
Westinghouse	54 1/8	55 1/8
Xerox Corp.	54 7/8	54 1/2

LONDRES

Irégularité

Les indices du Stock Exchange ont évolué irrégulièrement au cours de la semaine pour terminer en hausse sous l'effet d'une reprise tardive de la demande. Le cinquième rebondissement en un peu plus d'un mois des taux d'intérêt est apparu insuffisant aux yeux des investisseurs pour lutter contre l'aggravation des pressions inflationnistes en Grande-Bretagne. Cette annonce a alors pesé sur l'évolution des cours durant les premières séances. Puis le marché est reparti, sous l'effet notamment des OPA. Les titres Harris Quessway ont entraîné le secteur des grands magasins à la hausse après l'annonce d'une offre amicale de la compagnie Lowndes. Le cimentier Blue Circle s'apprêtait à la suite de rumeurs de reprise par Hanson Trust. Il en était de même pour Jaguar, qui serait convoité par Ford, et pour le groupe d'assurances Lloyds Bank. L'indice FT du 8 juillet : industrielles 1506,8 (contre 1485,10), fonds d'Etat 87,90 (contre 87,82), et mines d'or 221,6 (contre 208,40).

	Cours 1 ^{er} juillet	Cours 8 juillet
Benciam	466	472
Bowater	406	408
Brit. Petroleum	252	264
Charter	372	393
Comstock	336	336
De Beers (*)	11 1/4	11 7/8
Free Gold (*)	8 5/8	9 1/8
Glaxo	990	988
ICI	16 5/16	16 7/16
ICI	10 1/16	10 1/16
Restons	555	555
Shell	18 5/16	18 9/16
Unilever	465	478
Vickers	165	173
War Loan	37 15/16	37 15/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Ensoleillé

La Bourse de Francfort a connu une semaine ensoleillée, avec deux records battus mercredi et vendredi par l'indice de la Commerzbank.

Indice de la Commerzbank le 8 juillet : 1 507,5 (contre 1 459,6).

	Cours 1 ^{er} juillet	Cours 8 juillet
AEG	200,40	200,60
BASF	252	256,20
Chemie	237,70	239,20
Commerzbank	237	239,80
Deutschebank	459,50	462
Hoechst	265,50	271,20
Karstadt	423	443
Mannesmann	159,30	159,70
Siemens	426,90	431
Volkswagen	258,80	262,60

TOKYO

Reprise

Reprise de la hausse à Tokyo, où quatre des cinq séances permirent aux différents indices de progresser. « Il reste toujours des incertitudes concernant les changes et les taux d'intérêt », soulignait un investisseur pour inciter à une certaine prudence. La semaine aura été marquée par la révélation d'un scandale boursier mettant en cause plusieurs dirigeants japonais.

Indices du 8 juillet : Nikkei, 27 917,08 (contre 27 362,52) ; général, 2 197,91 (contre 2 148,97).

	Cours 1 ^{er} juillet	Cours 8 juillet
Akai	691	687
Bridgestone	1 330	1 380
Canon	1 220	1 200
Fuji Bank	3 250	3 220
Honda Motors	1 680	1 760
Matsushita Electric	2 450	2 580
Mitsubishi Heavy	900	951
Sony Corp.	5 120	5 420
Toyota Motors	2 320	2 440

Credits, De superbes opéra

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Le monde des crédits... Le monde des opéras... Le monde des crédits... Le monde des opéras...

Wall Street

Une entreprise inculpée pour délit d'initiales

L'enquête qui a été menée à la suite de la condamnation d'Ivan Boesky dans le cadre du scandale des « initiales » de Wall Street a abouti jeudi 7 juillet à l'inculpation de la société GAF, accusée d'avoir manipulé les prix d'actions de la société Union Carbide.

Le procureur général de New-York, M. Rudolph Giuliani, a déclaré que c'était la première fois qu'une entreprise — en tant qu'entité juridique — était inculpée pour ce délit. Son vice-président, M. James Sherwin, ainsi que ses filiales GAF Chemicals et Jay and Company ont aussi été accusés pour dix chefs d'inculpation, dont ceux d'ententes délictueuses, manipulations des prix d'actions, fraudes sur des actions et des transmissions.

GAF avait effectué une tentative de prise de contrôle d'Union Carbide en 1985 et avait laissé planer la possibilité d'une autre tentative jusqu'à ce qu'elle vende la plupart de ses 10 millions d'actions (10 % du capital) en 1986. Selon l'inculpation, les manœuvres frauduleuses ont été menées par le biais de la société de courtiers Jeffrey, dont le fondateur, M. Boyd Jeffrey, a déjà plaidé coupable de certains délits, dans la foulée des révélations et de la condamnation du financier Ivan Boesky.

Un porte-parole de GAF a déclaré que son conseil d'administration avait exprimé sa confiance à M. Sherwin. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH

MOËT HENNESSY. LOUIS VUITTON

La société LVMH, qui dispose depuis le mois de juin 1987 d'accords de commercialisation dans le secteur des vins et spiritueux avec le groupe britannique GUINNESS, prendra très prochainement une participation de l'ordre de 10 % dans le capital de ce groupe.

Cette prise de participation sera assurée, avant le 31 août prochain, par la souscription, par LVMH, de 90 826 593 actions ordinaires de GUINNESS au prix unitaire de 2,430. Les actions proviendront d'une augmentation de capital réservée à LVMH, sous réserve des décisions de l'assemblée des actionnaires que le conseil de GUINNESS s'est engagé à convoquer à cet effet.

Cette participation viendra renforcer les liens commerciaux existant entre les deux groupes et leur contribuera à la stabilité nécessaire à leur développement. Elle a été approuvée à l'unanimité par le conseil d'administration réuni le 8 juillet 1988.

D'autre part, le conseil d'administration de LVMH a été informé de l'existence d'un accord passé entre FINANCIERE AGACHE et GUINNESS en vue de constituer une structure commune destinée à hauteur de 60 % par FINANCIERE AGACHE, ayant pour objet de détenir leurs participations dans LVMH qui s'élève aujourd'hui à environ 24 % du capital pleinement dilué.

Le conseil d'administration, qui a reçu l'assurance du nouvel actionnaire que l'intégrité du groupe sera préservée, a pris en compte les complémentarités économiques et commerciales existantes ou potentielles entre les groupes LVMH, FINANCIERE AGACHE et GUINNESS.

Le conseil, unanime, a pris acte avec satisfaction de l'entrée de ce nouveau partenaire qui renforcera l'actionnariat de LVMH, avec lequel le groupe poursuivra durablement son développement.

Alimentation

	8-7-88	Diff.
Béghin-Sey (4)	478	+ 13
Bouygues	2 420	+ 35
BSN	4 950	+ 103
Carrefour	2 550	+ 45
Casino	154	- 1
Exxon	2 050	+ 1
Groceries et Gens	2 95	+ 6
Léonard	1 975	+ 35
LVMH-Moët-Hen.	1 773	-
Nestlé	35 420	+ 440
Occidentale	773	- 35
Olda-Caly	338	- 1
Pernod-Richard	1 025	+ 34
Promodis (3)	1 881	+ 221
St-La-Boucard (2)	1 112	+ 68
Sources Ferrer	394	- 17

(1) Coupon de 23 F.

(2) Coupon 17 F.

(3) Coupon 35 F.

(4) Coupon 20 F.

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	8-7-88	Diff.
Bail Equipement	368	+ 8
Banque (Cie)	589	+ 54
Cedem	762	+ 19
Charmes SA	1 179	+ 5
CFP	913	- 51
CFI	422	- 5
Ernst & Young	1 461	- 15
Ernst & Young	1 381	+ 7
Ernst & Young	319	- 7
Ernst & Young	395	- 16
Ernst & Young	1 381	- 34
Ernst & Young	1 201	+ 44
Ernst & Young	397,80	- 2,28
Ernst & Young	1 070	- 21
Ernst & Young	465	+ 11,50
Ernst & Young	359	+ 7
Ernst & Young	262	+ 1
Ernst & Young	195	+ 11,50

(1) Coupon 6 F.

(2) Coupon 91 F.

(3) Coupon 43 F.

Bâtiment, travaux publics

	8-7-88	Diff.
André Roudière	989	-
Bouygues	989	+ 30
Ciments Français	1 053	+ 31
Dumas	685	+ 21
GTIM	619	+ 23
J. Lafarge (1)	91	- 31
Lafarge	1 386	+ 31
Maisons Phéas	72,50	+ 3,50
Poliet-Chamson (2)	527	+ 12,50
SCEG	390	- 5
SGE-SIS	59	+ 9,10

(1) Coupon de 15 F.

(2) Coupon de 6,50 F.

Filatures, textiles, magasins

	8-7-88	Diff.
André Roudière	-	-
Agache (Fin.)	-	-
CFI (1)	405,50	+ 5,40
Danar-Servipont	2 335	- 5
Dary	492,10	+ 10,10
DMC	480,10	+ 7,80
Galer Lafayette (2)	860	-
La Redoute	2 520	+ 160
Nouvelles Galeries	421	- 28
Printemps (3)	520	- 5
SCOA	53	+ 3,90

(1) Coupon 14 F.

(2) Coupon 9 F.

(3) Coupon 11 F.

Produits chimiques

	8-7-88	Diff.
Inst. Mérieux	3 590	+ 165
Labo. Bell (1)	1 460	+ 20
Roussel UC	1 280	+ 43
SAF	976	+ 21
Schneider	996	-
Hoechst	927	+ 28
Imp. Chemie	113,18	+ 1,9
Nord-Hydro	394	- 5

(1) Coupon 26 F.

Valeurs diverses

	8-7-88	Diff.
Aacor	461	- 14
Agache (Fin.)	727	+ 42
Arjomari (1)	2 510	+ 235
Bic	691	- 16
Bis	1 481	+ 51
Cassio	1 176	+ 23
Club Méditerranée	497	+ 14
Esclat	2 750	+ 128
Europe 1	581	+ 1
Hachette (3)	2 518	+ 33
L'Air Liquide	2 590	- 6
L'Oréal	3 450	+ 120
Navigation Marie	1 115	+ 53
Nord-Est (4)	116,10	+ 6,80
Oréal	2 590	+ 120
Saint-Gobain (2)	548	+ 35,50
Sanofi	759	+ 24
Sis Romain	956	+ 107

(1) Coupon 30 F.

(2) Coupon 10,50 F.

(3) Coupon 30 F.

(4) Coupon 4 F.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 1 ^{er} juillet	Cours 8 juillet
Or fin (Baie en barre) . . .	86 200	86 000
Baie en lingots . . .	86 450	86 000
Pionniers (20 g) . . .	381	381
Pionniers (10 g) . . .	532	532
Pionniers (20 g) . . .	486	481
Pionniers (10 g) . . .	482	482
Pionniers (5 g) . . .	628	628
Sovereign Elizabeth II . .	637	627
Demi-sovereign . . .	380	380
Pièce de 20 dollars . . .	2 320	2 320
" 10 dollars . . .	1 800	1 800
" 5 dollars . . .	980	1 036
" 50 pence . . .	3 226	3 226
" 20 shillings . . .	3 226	3 226
Sovereign . . .	637	627
5 roubles . . .	328	336

Crédits, changes, grands marchés

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

De superbes opérations

Le marché international des capitaux demeure, en fin de semaine, sous l'influence de deux énormes transactions lancées mercredi sur coup de la direction de Crédit Suisse First Boston (CSFB). Riches d'enseignements, toutes deux ont, notamment, illustré l'attrait de la devise américaine et mis en évidence la compétitivité de l'euro-marché face à son homologue new-yorkais à un moment où la concurrence s'affirme entre les grandes places financières. La première opération, de 1 milliard de dollars à cinq ans, est pour le compte de la République italienne. Emises à 101,175 % du nominal, les obligations sont munies de coupons annuels de 9 %. La seconde, pour le Royaume du Danemark, porte sur 600 millions de dollars à deux ans et demi.

Le prix d'émission des obligations danoises est également de 101,175 % du nominal, leur taux d'intérêt nominal étant de 8,75 %. Déduction faite des commissions, qui se montent au total à 1,875 % et 1,25 % respectivement, ces conditions correspondaient initialement dans les deux cas à des marges très proches, de 53 et de 55 points de base au-dessus des fonds d'Etat américains comparables. De telles marges sont tout à fait confortables.

L'écart s'est resserré par la suite en ce qui concerne l'Italie, évoluant entre 45 et 50 points. Il est resté pratiquement inchangé pour ce qui est du Danemark.

L'opération italienne est la plus frappante des deux, non seulement par sa taille, mais aussi par son succès auprès des prêteurs. Il s'agit, en fait, de la plus grande opération euro-obligataire à voir le jour depuis près de dix mois. Elle est immédiatement apparue comme le type même de l'investissement de qualité qui se doit d'être représenté dans les portefeuilles des banques centrales et d'autres institutions majeures sur le plan international. L'emprunt italien et l'emprunt danois sont swappés. Tous deux ont été dirigés avec une maîtrise qui a laissé parfois plus d'un concurrent de CSFB.

D'autre part, l'attention a été retenue par une superbe émission de type « yankee » lancée à New-York pour une annulation de la République fédérale d'Allemagne. Moins spectaculaire parce que moins grande que les euro-emprunts qui sont apparus en même temps, l'emprunt de 300 millions de dollars du Kreditanstalt für Wiederaufbau n'en est pas moins significative. Elle témoigne de la séduction qu'exerce de plus en plus le marché américain des capitaux sur les tout grands débiteurs internationaux. Les raisons en sont nombreuses. Elles tiennent essentiellement à la « profon-

deur » du marché new-yorkais dont le fonctionnement n'est pas sujet aux coups de l'euro-marché et qui permet de lever des fonds à long terme, même en période d'incertitude générale. La durée de l'opération allemande est de dix ans. Son coupon, semestriel comme il se doit à New-York, est de 9,375 % et le prix d'émission est le pair.

Les commissions s'élevaient à 0,675 %. A l'émission, la marge au-dessus des rendements des fonds d'Etat américains correspondants était de 52 points de base, ce qui est assez étroit pour une durée aussi longue. Cela n'a pas empêché un succès immédiat. L'emprunt, dirigé par First Boston et Salomon Brothers n'est pas swappé. Kreditanstalt für Wiederaufbau est le premier organisme officiel allemand à s'adresser directement au compartiment des obligations « yankee ». Ses obligations bénéficient des plus hautes cotations possibles (AAA/Aaa) de la part des agences spécialisées américaines.

La peseta devrait être incorporée dans l'ECU en septembre 1989 à l'occasion de la prochaine révision de la composition de la monnaie européenne. C'est ce que vient de confirmer le ministre espagnol de

l'économie, M. Carlos Solchaga. De telles révisions doivent avoir lieu tous les cinq ans. On ignore encore quel sera le poids de la devise espagnole dans l'ECU. Selon la banque Paribas Capital Markets, il pourrait être de 5 % à 6 %. Cette proportion tient compte de trois éléments : la part de l'Espagne dans les échanges commerciaux à l'intérieur de la Communauté, la taille relative du produit national brut de l'Espagne et sa contribution au mécanisme de support financier de la CEE. Paribas estime que l'inclusion de la peseta se traduira par une montée de l'ordre de 15 à 17 points de base des rendements des obligations en ECU.

La peseta étant une devise à laquelle on associe des taux d'intérêt relativement élevés (au contraire du mark par exemple), il est normal que son inclusion se traduise par une augmentation des rendements. Dans son ensemble, le réexamen du poids de toutes les monnaies entrant dans la composition de l'ECU devrait conduire à un relèvement de 40 à 50 points de rendements. Dans le pire des cas, si le poids du deutschemark était réduit à moins de 30 %, à environ 25 %, l'augmentation pourrait aller jusqu'à 75 à 80 points de base.

Succès de Michelin en francs français

Même si généralement on juge improbable que le mark s'écartere tant de son poids actuel (il constitue environ 35 % de l'ECU contre environ 19 % pour le franc français), il y a là un facteur d'incertitude qui écarte de nombreux investisseurs potentiels de la devise européenne. Comme en outre le marché est toujours encombré par l'importante opération de 500 millions lancée conjointement par la Communauté économique et celle du charbon et de l'acier, le placement des nouveaux emprunts libellés en ECU est malaisé. C'est pourquoi ce compartiment qu'a retenu Total, Compagnie française des pétroles, pour son dernier emprunt international. L'émission porte sur 50 millions d'obligations à cinq ans lancées à 101,50 % du nominal et munies de coupons de 6,625 %, soit un rendement brut à échéance de 7,26 %. Ce rapport est inférieur aux rendements que l'on peut se procurer sur le marché secondaire pour des titres de même durée garantis par l'Etat. Les cours du marché gris en ont tenu compte. Les obligations Total se traitaient aux alentours de moins deux vendredi matin. Etant donné la qualité de l'emprunteur, la taille modeste de l'émission et la force du groupe de direction, les obligations finiront par se placer dans les portefeuilles des investisseurs privés auxquelles elles sont destinées. Les fonds

recueillis sont « swappés » contre des dollars à taux variable. L'émission est dirigée par la Commerzbank qui a, à ses côtés, Paribas et le Crédit lyonnais.

Pour sa part, la Compagnie générale des établissements Michelin s'est assurée d'un succès immédiat en sollicitant le compartiment de l'eurofranc français. Son emprunt convertible de 1,5 milliard à dix ans est assorti de coupons de 6 %.

Le prix de conversion a été fixé vendredi à 260,4166 francs. Cela correspond à une prime de 17,3 % au-dessus du prix de clôture de l'action qui est de 222 francs. Compte tenu du dividende de 2,20 francs net qui sera versé à partir de lundi, la prime se situe à environ 18,5 % au-dessus du cours théorique ex-dividende. Sur le marché gris, la réussite de l'opération Michelin se traduit par des cours de 102, 102,50, le prix d'émission étant le pair. L'opération est dirigée par la banque Paribas. Sa brillante réception confirme l'accueil récemment réservé à Lafarge Coppee dans le même compartiment de l'eurofranc français. Elle renforce l'attente, qui se manifeste peut-être plus encore à l'étranger qu'en France, d'une reprise en douceur du mouvement de privatisation.

CHRISTOPHE VETTER.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La France à contre-courant

C'est fait ! Vendredi 8 juillet, la Banque de France a abaissé à nouveau son taux directeur, ramené de 7 % à 6,75 %, au plus bas depuis le 15 mai 1979. Les circonstances ne sont pas les mêmes, mais c'est une date à marquer. Déjà, le 26 mai dernier, l'institut d'émission avait, à la demande instante de M. Pierre Bérégovoy, réduit d'un premier quart de point son taux d'intervention, qui revenait de 7 1/4 % à 7 %. Le ministre des finances entendait bien que la baisse continuât, mais des vents contraires s'étaient levés, la moitié des banques centrales européennes, celle de l'Allemagne en tête, décidant de relever leurs taux, d'un demi-point en quinze jours pour la RFA.

La France, certes, avait pu ne pas participer à ce mouvement déclenché ailleurs pour des raisons spécifiques : en Grande-Bretagne, c'était pour lutter contre la surchauffe ; en Allemagne, c'était pour reprendre ce qui avait été concédé en novembre dernier afin d'aider le franc, puis le dollar.

Mais un tel mouvement pouvait, aux yeux de certains, l'empêcher d'aller à contre-courant en abaissant ses taux. M. Bérégovoy, toutefois, se montrait très pressant vis-à-vis d'une Banque de France où on voulait tenir compte d'un environnement peu favorable et mettre en avant le fait que la bonne tenue du franc était due pour une bonne part à la faiblesse du mark vis-à-vis d'un dollar en pleine remontée. Le ministre, jeudi 7 juillet, reconnaissait en effet que l'environnement en question était embarrassant mais ne renonçait pas : « J'envisage le plus rapidement possible, cela ne signifie pas

immédiatement, mais cela ne signifie pas trop tardivement ». Ce fut le lendemain. A la Banque de France, on a estimé la baisse possible parce que les conditions intérieures sont, elles, favorables : une masse monétaire qui reste sous contrôle et dont la progression, même, se ralentit (2,7 % en mai pour M2, en glissement sur 12 mois, l'objectif étant 4 % à 6 %) ; une inflation de 2,5 %, bien que l'INSEE prévise 3 % ; une très bonne tenue du franc, enfin, comme il est indiqué ci-dessus, en rubrique « Les devises et l'or ». La Banque de France n'a même pas cru nécessaire, cette fois-ci, de relever à nouveau les réserves des banques pour neutraliser l'effet de sa baisse des taux, comme elle l'avait fait le 26 mai, redoutant un dérapage du crédit. C'est dire qu'elle juge la mesure sans danger, du moins pour l'instant, prenant, toutefois, la précaution de maintenir à 7 1/2 % son taux de pension à sept jours, ce qui fait passer à trois quarts de point l'écart avec son taux d'intervention, de quoi manœuvrer le cas échéant.

Une telle mesure avait été largement anticipée sur le marché. Dès le début de la semaine, les opérateurs du MATIF voyaient déjà le cours de l'échéance septembre passer de 104 à 105, voire 106. Mardi, après les déclarations prudentes de M. Bérégovoy, les cours du MATIF fléchirent, revinrent, un moment, en dessous de 104. Vendredi, en revanche, après l'annonce de la réduction des taux d'intervention de la Banque de France, les cours remontèrent à 104,70, pour retomber à 104,45 dans l'après-midi, quelque chose s'étant passé, en effet, à New-York.

La-bas, l'annonce d'une diminution du taux de chômage, ramené de

5,6 % à 5,3 %, faisait remonter la crainte de l'inflation, de la surchauffe et donc d'un durcissement de la politique de la Réserve fédérale. Immédiatement, les cours des obligations baissèrent, et leurs rendements s'élevèrent, celui de l'emprunt à trente ans du Trésor passant de 9 % à près de 9,10 %, contre 8,82 % huit jours auparavant. Ce phénomène a refroidi un peu les enthousiasmes en France, où certains voyaient les cours du MATIF déborder 105, toujours sur l'échéance de septembre. Aux Etats-Unis, toutefois, la Réserve fédérale a réaffirmé qu'il n'y avait pas de risque d'inflation.

Sur le front des émissions, l'attention a été monopolisée par l'adjudication mensuelle d'obligation, assimilables du Trésor (OAT), qui a porté sur un montant de 8,18 milliards de francs (9,14 milliards de francs avec les souscriptions des spécialistes en valeur du Trésor). Comme prévu, une baisse des rendements a été constatée, celui de la tranche 9,50 % juin 1988 revenant de 9,48 % à 9,45 % et celui de la tranche 8,50 % décembre 2012 (vingt-cinq ans) passant de 9,80 % à 9,30 %, toujours par rapport à l'adjudication de mai. La tranche à taux variable (indexé sur le rendement des bons du Trésor) très demandée - plus de 13,3 milliards de francs de souscriptions pour 3,05 milliards de francs d'adjudication - a vu sa marge diminuer à 0,17 cent 0,32 % le mois dernier. L'ampleur de la demande correspond à celle des liquidités, très abondantes actuellement.

F. R.

LES DEVISES ET L'OR

Le dollar, à nouveau

Un peu discuté tout au long de la semaine, sauf vis-à-vis du yen qui faiblissait fortement en début de période, le dollar s'est raffermi brutalement à la veille du week-end, à l'annonce d'une diminution du taux de chômage aux Etats-Unis.

Dès lundi, quelques réserves se faisaient sentir chez les opérateurs, la reprise du dollar leur semblant s'être faite « trop vite, trop vite et trop tôt ». L'un d'entre eux avait : « J'ai peur d'une belle purge avant la publication des chiffres de la balance commerciale américaine pour mai ». Ces chiffres seront diffusés le 15 juillet et, selon certaines rumeurs, pourraient ne pas être très « bons » : on parle de 11 à 12 milliards de dollars de déficit contre moins de 10 milliards de dollars le mois précédent. A vrai dire, personne n'en sait rien, et l'on soupçonne que ces rumeurs pourraient être propagées par des vendeurs de dollars désireux de voir baisser le cours du billet vert.

En tout cas, on vit les cours de la devise américaine revenir de 6,14 F à 6,11 F et de 1,8240 DM à 1,8150 DM, certains le voyant glisser au-dessous de 6,10 F et 1,80 DM. A Tokyo, toutefois, le dollar bondissant, lundi, à 135,50 yens, au plus haut de l'année sans intervention apparente de la Banque du Japon, qui voulait laisser s'assouffir la spéculation. Effectivement, celle-ci se calma les jours suivants, le dollar revenant, jeudi, à 131,50 yens. On assurait que la banque centrale nipponne aurait « per-

suaadé » les opérateurs à Tokyo d'acheter moins de dollars. Vendredi, toutefois, changement à vue. La diminution du taux de chômage évoquée précédemment faisait rebondir les cours du dollar qui, en dépit des interventions timides des banques centrales, passaient de 6,11 F à 6,19 F et de 1,8150 DM à 1,84 DM, au plus haut depuis neuf mois. A Tokyo, la hausse était moins vive : 133,25 yens.

Le raisonnement des opérateurs est le suivant : si l'économie américaine « surchauffe » et si l'inflation redémarre, les taux d'intérêt à long terme monteront (ce qu'ils viennent de faire) et les taux à court terme seront relevés par la Réserve fédérale. Les acheteurs de dollars bénéficieront à la fois d'une rémunération plus élevée et de gains sur les cours.

Attention ! avertissent certains opérateurs, pour qui la reprise du dollar va plafonner et qui redoutent des « secousses » d'ici la fin de l'année. Pas du tout, affirment d'autres, pour qui le billet vert est orienté à la hausse, surtout si les chiffres de la balance commerciale, rendus publics le 15 juillet, sont « bons », ce qui n'est pas exclu.

En Europe, le livre sterling a commencé par chuter assez fortement en début de semaine, toujours sur les nouvelles défavorables en provenance du commerce extérieur britannique, comme les jours précédents : déficit de 12 milliards de francs pour la balance des paie-

ments du mois de mai, accélération des importations en raison d'une consommation intérieure très forte. Tombée à moins de 3,08 deutschemarks et moins de 10,40 F, elle s'est tout de même redressée après un relèvement des taux d'intérêt britanniques, le cinquième en un mois, qui a porté le taux directeur de la Banque d'Angleterre de 9,50 % à 10 %. Ce taux retrouve donc, ainsi, son niveau d'avant le krach de 19 octobre 1987.

Le franc français se porte de mieux en mieux face à un mark toujours peu vaillant, à 3,3630 F à la veille du week-end. La nouvelle baisse du taux d'intervention de la Banque de France, loin de l'affaiblir, l'a renforcé, ce qui confirme l'opinion des marchés des changes sur les manipulations de taux par les banques centrales. Lorsque ces dernières les relèvent, tout le monde s'écroule : comme elles ont peur, et on vend leur monnaie. Lorsque, au contraire, elles les abaissent, cette démarche est considérée comme une preuve de confiance et on achète leur devise. C'est ce qui s'est passé à Paris cette semaine.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 8 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$/F	Franc suisse	Franc suisse	Mark	Franc suisse	Point	Libre
New-York	1,7940	—	16,5443	65,7830	24,6448	2,6189	48,5436	0,0738
Paris	1,7928	—	16,5246	65,6822	24,6143	2,6173	48,5273	0,0725
Bruxelles	18,4898	6,1590	—	484,47	336,39	16,8715	238,83	4,2431
Zurich	18,4482	6,1370	—	483,35	337,01	16,8865	238,86	4,5392
Amsterdam	2,9935	1,5230	24,7237	—	83,1894	3,9739	78,8335	1,1732
Stockholm	2,5768	1,5148	24,6788	—	83,1431	3,9685	78,7278	1,1138
Frankfurt	3,1183	1,5089	25,7274	128,23	—	4,7781	88,4350	1,3385
Bonn	3,0993	1,5118	25,6725	128,25	—	4,7723	88,4779	1,3469
Bratislava	64,9313	38,15	6,2164	75,1882	289,59	—	18,5788	2,8217
Amsterdam	3,5102	2,5698	33,4628	135,33	112,97	3,5788	—	1,5189
Stockholm	3,0802	1,5355	22,811	896,27	748,44	35,5785	287,77	—
Oslo	3,2910	1,5352	22,836	892,99	742,45	35,4791	288,39	—
Madrid	226,67	134	21,8348	88,6873	75,5859	3,5125	65,5544	0,6991

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 juillet, 4,6338 F contre 4,5799 F le vendredi 1^{er} juillet.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les métaux non ferreux sous l'œil de la recherche

Un alliage à « mémoire de forme », à base de cuivre, de zinc et d'aluminium, c'est l'étonnant gadget présenté par l'industrie des métaux non ferreux au rapport annuel placé cette année sous le signe de la recherche et des technologies de demain (1). Le fil doré placé en encart dans la couverture représente précisément le nombre 38. Une fois déformé, il suffit de le chauffer à la flamme d'une allumette pour qu'il reprenne ses courbes initiales. Il s'agit d'un alliage « éduqué » à base d'éléments qui convertissent l'énergie calorifique en énergie mécanique. Des fils, mais aussi des barres, des tôles ou des tubes peuvent faire l'objet de semblables contorsions (2). Par ce clin d'œil inattendu, la Fédération française des métaux et métaux non ferreux (FMM) entend renvoyer de son secteur une image plus dynamique et innovatrice que celle traditionnellement attachée aux métiers de la mine et du métal.

Chaque année, les 150 entreprises françaises concernées dépensent 1 milliard de francs pour la recherche, l'effort des pouvoirs publics dans ce domaine fluctuant entre 300 et 400 millions de francs. Le 24 juin, la FMM a pris l'initiative de la créa-

tion d'un comité de coordination de la recherche dans le domaine des métaux non-ferreux. Présidé par M. Christophe Marbach, le président de la Cité des sciences et de l'industrie, cette instance associe des hauts fonctionnaires du ministère de la recherche et de l'industrie, des laboratoires de recherche publics ou de l'industrie des métaux. Leur objectif ? « Coordonner les recherches tant publiques que privées sur des thèmes qui nous semblent prioritaires », expliquait dernièrement M. Jean-Sébastien Letourneur, qui a succédé, le 6 juillet, à M. Pierre Gerin-Jean à la tête de la FMM.

Vingt-sept thèmes majeurs ont ainsi été retenus, qui vont de la robotisation des exploitations minières à l'obtention directe d'alliage après recyclage (pour les platinoïdes en particulier). A l'heure où la notion de métal s'efface derrière celle de matériau, pétri de savoir-faire et « raffiné » en laboratoire, les professionnels des non-ferreux ont conscience de la nécessité d'inclure le maximum d'industrie de pointe dans leur industrie de base.

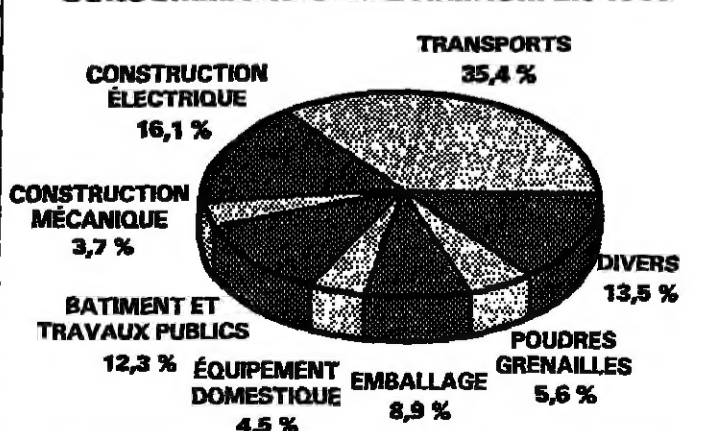
Le moment paraît encore propice compte tenu de la bonne activité qui a régné en 1987 - et au début de

1988 - sur les marchés de métaux non ferreux. L'aluminium, le nickel (pour les aciers inox) ou le zinc (pour les toitures) ont été très demandés, sous forme brute ou d'alliage, et les prix se sont nettement redressés. Dans ce contexte, l'industrie européenne des non-ferreux dispose d'une marge de manœuvre insoupçonnée - si l'on se souvient de sa grande crise des années 1982-1985 - pour opérer ses ajustements.

Les rapprochements intervenus en 1987 entre Tréfilmin et l'Allemand LMI, ou entre Penarroy et l'Allemand Preussag, ont montré la voie. C'est dans les alliances... et les alliances que repose le devenir des métaux et de leurs promoteurs.

ERIC FOTTORINO.

CONSOMMATION D'ALUMINIUM EN 1987



Source : Fédération des chambres syndicales des métaux et non ferreux.

PRODUITS	COURS DU 8-7
Cuivre h. g. (Londres)	1321 (- 61) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 528 (+ 108) Livres/tonne
Nickel (Londres)	14 509 (+ 370) Dollars/tonne
Sucre (Paris)	1 965 (+ 78) Francs/tonne
Café (Londres)	1 070 (+ 10) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 595 (+ 25) Dollars/tonne
Bé (Chicago)	386 (- 14,5) Cents/boisseau
Mais (Chicago)	309,5 (- 32,5) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	276 (- 17,5) Dollars/l. contre

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

1. The Commission has been
 2. in the process of reviewing
 3. the various aspects of the
 4. situation. It is now in a
 5. position to make a final
 6. decision on the matter.